RAPPORT FINANCIER ANNUEL

31 MARS 2012

1.	**Rapport de Gestion**	**Page 2**
2.	**Comptes Annuels Sociaux**	**Page 16**
3.	**Comptes Consolidés**	**Page 35**
4.	**Rapport des Commissaires aux comptes sur les Comptes Annuels**	**Page 64**
5.	**Rapport des Commissaires aux comptes sur les Comptes Consolidés**	**Page 66**
6.	**Déclaration des personnes physiques responsables du Rapport**	**Page 68**

RAPPORT de GESTION AU 31 MARS 2012

Présentation de l'activité de la Société et de ses filiales au cours de l'exercice clos le 31 mars 2012

Activité de la Société durant l'exercice écoulé

Au cours de l'exercice écoulé, le Groupe a enregistré une réduction importante de 6,9% de son chiffre d'affaires. Ce chiffre en retrait reflète la concurrence exacerbée à laquelle fait face la Société et l'absence d'innovation technique majeure sur son marché historique (distributeur de produits High Tech). Il masque par ailleurs la nouvelle forte progression de la Galerie Marchande, le chiffre d'affaires réalisé par les partenaires de Rue du Commerce ayant augmenté de 38,9% au cours de l'exercice.

La ventilation du chiffre d'affaires distribution est pour la quatrième année consécutive marquée par un poids des ventes de produits informatiques et téléphonie en forte augmentation, reflétant la faiblesse continue du marché pour les produits de l'électronique grand public (EGP) en 2011 / 2012.

La répartition du chiffre d'affaires distribution par famille au 31 mars 2011 et au 31 mars 2012 est la suivante :

	31/03/2011	31/03/2012
Informatique et Téléphonie	61%	70%
Photo et vidéo numérique	10%	6%
Hi Fi, lecteurs DVD, TV	16%	14%
Autres	13%	10%

Le montant du chiffre d'affaires distribution s'élève à 281.547 milliers d'euros contre 306.864 milliers d'euros au cours de l'exercice précédent, en régression de 8,3%.

Le montant des commissions perçues par les partenaires de la Galerie s'élève à 8.411 milliers d'euros contre 5.442 milliers d'euros au cours de l'exercice précédent, confirmant le bien-fondé de la stratégie suivie depuis 2007.

Le volume d'affaires réalisé sur l'exercice atteint 383,8 millions d'euros, en progression de 0,9% sur l'exercice précédent (380,3 millions d'euros).

Les achats consommés (prix des marchandises vendues et frais annexes, déduction faites des remises obtenues des fournisseurs) régressent de 7,8%. Ce taux, supérieur à la régression du chiffre d'affaires sur la même période, reflète l'amélioration du taux de marge brute de 16,8% sur l'ensemble de l'année 2010 / 2011 à un taux de 17,7% au cours de l'exercice clos le 31 mars 2012.

L'effectif moyen total de la Société est passé de 296 à 278 personnes, conséquence de la réorganisation du Groupe au milieu de l'exercice précédent.

Faits significatifs de l'exercice

Changement d'actionnariat

Messieurs Gauthier Picquart et Patrick Jacquemin, actionnaires fondateurs de la société, et la société Apax Partners ont annoncé le 27 octobre 2011 avoir conclu un accord avec la société Altacom, une filiale d'Altarea Cogedim. A l'issue de la mise en œuvre de cet accord, le 12 décembre 2012, Altacom détenait 28,64% du capital social de RueduCommerce.

Parallèlement à l'accord conclu avec les dirigeants et Apax Partners, Altarea Cogedim a annoncé le même jour, 27 octobre 2011, un projet d'offre publique d'achat via sa filiale Altacom, portant sur le solde des actions RueduCommerce qu'elle ne détiendrait pas à la date d'ouverture de l'Offre au prix unitaire de 9 euros.

A l'issue de l'OPA achevée le 21 février 2012, le Groupe Altarea Cogedim détient 96,5% du Groupe Rue du Commerce.

Litiges

Rue du Commerce a reçu au cours de l'exercice écoulé une assignation en justice de la part d'un concurrent, prétendant être victime de contrefaçon et de concurrence déloyale. Le concurrent a été débouté par jugements en référé en date du 8 novembre 2011 mais a fait appel au fonds.

Rue Du Commerce a reçu en date du 21 décembre 2011 une assignation en justice de la part d'une organisation syndicale suite à une interprétation divergente entre ce syndicat et la société d'un article de la Convention Collective de la Vente à Distance. Le jugement est prévu en juillet 2012.

Présentation des comptes annuels de la Société au cours de l'exercice clos le 31 mars 2012

Les comptes sociaux annuels de l'exercice clos le 31 mars 2012 ont été établis en conformité avec les principes comptables généralement admis en France (PCG), dans le respect des principes de prudence et de continuité conformément aux hypothèses de base de continuité de l'exploitation, de permanence des méthodes et d'indépendance des exercices.

Ces comptes annuels ne comportent aucune modification de présentation ni d'évaluation, par rapport aux exercices précédents.

Pour situer l'activité de la Société au cours de cet exercice, nous vous précisons que les produits d'exploitation réalisés durant l'exercice ont été les suivants :

	Exercice Précédent	**Exercice Ecoulé**	%
Chiffres d'affaires	316 808 322	294 280 342	-7,1%
Subventions d'exploitation	39 330	11 307	-71,3%
Reprises sur amort., dépréciations et provisions	3 482 938	1 406 081	-59,6%
Autres Produits	46 560	76 488	64,3%
Total des produits d'exploitation	**320 377 150**	**295 774 218**	**-7,7%**

Pour leur part, les charges d'exploitation ont été les suivantes :

	Exercice Précédent	Exercice Ecoulé	%
Achats de marchandises	254 107 147	244 937 209	-3,6%
Variation de stocks (marchandises)	7 718 500	(3 972 556)	-151,5%
Achat de matières premières	0	0	na
Autres achats et charges externes	33 513 260	34 412 106	2,7%
Impôts, taxes et versements assimilés	1 310 016	1 298 257	-0,9%
Salaires et traitements	10 754 050	9 800 038	-8,9%
Charges sociales	4 860 486	4 452 177	-8,4%
Dot. aux amort. sur immobilisations	1 004 002	1 078 600	7,4%
Dot. aux prov. sur actif circulant	1 713 818	1 397 337	-18,5%
Dot. aux prov. pour risques	1 254 355	2 188 679	74,5%
Autres charges	2 720 596	1 711 750	-37,1%
Total des charges d'exploitation	**318 956 230**	**297 303 597**	**-6,8%**

Soit le résultat d'exploitation suivant :

	Exercice Précédent	Exercice Ecoulé	
Résultat d'exploitation	**1 420 920**	**(1 529 379)**	**-207,6%**

Pour sa part, le résultat financier présente les caractéristiques suivantes :

	Exercice Précédent	Exercice Ecoulé	%
Produits des autres valeurs mobilières	22 451	10 456	-53,4%
Autres intérêts et produits assimilés	631 785	703 682	11,4%
Différences positives de change	170 417	99 090	-41,9%
Reprise sur prov. et transferts de charges	0	0	na
Total des produits financiers	**824 653**	**813 228**	**-1,4%**
Dot. aux amortissements et prov.	0	0	na
Intérêts et charges assimilés	3 230	13 104	305,7%
Différences négatives de change	186 837	218 621	17,0%
Charge nette sur cession de VMP	0	0	na
Total des charges financières	**190 067**	**231 725**	**21,9%**
Résultat Financier	**634 586**	**581 503**	**-8,4%**

Enfin le résultat exceptionnel se détermine comme suit :

	Exercice Précédent	Exercice Ecoulé	%
Produits sur opérations de gestion	85 739	0	ns
Produits sur opérations en capital	12 856	1 564	ns
Reprise sur provisions	0	0	ns
Total des produits exceptionnels	**98 595**	**1 564**	**ns**
Charges sur opérations de gestion	18 190	118 959	ns
Produits sur opérations en capital	67 806	51 394	-24,2%
Dotations aux amortissements	0	0	ns
Total des charges exceptionnelles	**85 997**	**170 353**	**ns**
Résultat exceptionnel	**12 599**	**(168 788)**	**ns**

Le résultat net comptable évolue donc dans les conditions suivantes :

Résultat avant impôt et participation	**2 068 104**	**(1 116 665)**	**-154,0%**
Participation des salariés	0	0	ns
Impôt sur les sociétés	681 924	(353 766)	-151,9%
Résultat net comptable	**1 386 180**	**(762 899)**	**-155,0%**

Il sera proposé à l'assemblée générale l'affectation suivante :

Affectation de la perte, soit 762.898,63 euros au report à nouveau qui passera ainsi de 9.880.085,63 euros à 9.117.187 euros.

Il est rappelé, conformément aux dispositions légales, que la Société n'a pas versé de dividendes au titre des trois exercices précédents.

Est joint en annexe du présent rapport, conformément aux dispositions de l'article R. 225-102 du Code de commerce, le tableau faisant apparaître les résultats de votre Société au cours des cinq derniers exercices.

Décomposition du solde des dettes à l'égard des fournisseurs par date d'échéance

	net 31/03/12	Non échue	0 à 30 J	31 à 60 J	61 à 90 J	91 à 120 J	> 120 J
Dettes Fournisseurs et comptes rattachés	23 847	15 651	6 972	932	-37	114	215

	net 31/03/11	Non échue	0 à 30 J	31 à 60 J	61 à 90 J	91 à 120 J	> 120 J
Dettes Fournisseurs et comptes rattachés	22 159	14 915	4 836	542	827	118	921

La Société règle l'ensemble de ses fournisseurs conformément à la législation LME (loi de modernisation de l'économie n°2008-776 du 4 août 2008). Les montants non réglés à la date d'échéance correspondent soit à des marchandises / prestations non livrées à la date de facturation par le fournisseur, soit à des litiges commerciaux non encore résolus.

Evolution du capital social

Au 31 mars 2012, le capital de Rue du Commerce est composé de 11.254.873 actions d'une valeur nominale de 0,25 euros.

L'évolution du capital social sur l'exercice se présente comme suit :

Evolution du capital social	Nombre d'actions	Valeur nominale	Capital Social (1)
Au 31 mars 2011	**11 089 748**	**0,25**	**2 772 437,00**
Augmentation de capital (conversion de stock-options)	165 125	0,25	41 281,25
Au 31 mars 2012	**11 254 873**	**0,25**	**2 813 718,25**

(1) en euros

Information annuelle sur l'actionnariat

Au 31 mars 2012, le capital social s'élève à 2.813.718,25 euros divisé en 11.254.873 actions d'une valeur nominale de 0,25 euros.

Conformément à l'article L. 233-13 du Code du commerce et compte tenu des informations reçues en application des articles L. 233-7 et L. 233-12 du Code du commerce, nous vous indiquons ci-après l'identité des principaux actionnaires au 31 mars 2011 et au 31 mars 2012 :

	Au 31 mars 2012			Au 31 mars 2011		
	Nombre d'actions	**% du capital**	**% droits de vote**	**Nombre d'actions**	**% du capital**	**% droits de vote**
1 - Membres du Conseil d'Administration						
ALTACOM sas	10 858 293	96,5%	96,5%	0	0,0%	0,0%
Patrick JACQUEMIN	0	0,0%	0,0%	919 107	8,3%	12,8%
Gauthier PICQUART (DGPDG)	350	0,0%	0,0%	949 650	8,6%	13,3%
APAX PARTNERS SA	0	0,0%	0,0%	3	0,0%	0,0%
Valérie Abehsera	100	0,0%	0,0%	0	0,0%	0,0%
Guillaume DECITRE	1	0,0%	0,0%	1	0,0%	0,0%
2 - Actionnaires institutionnels						
Groupe Apax	0	0,0%	0,0%	1 307 642	11,8%	18,2%
Parinvest	0	0,0%	0,0%	1 118 169	10,1%	7,8%
Financière de l'Echiquier	0	0,0%	0,0%	735 712	6,6%	5,1%
3 - Autres Nominatifs	927	0,0%	0,0%	151 975	1,4%	2,0%
4 - Flottant	395 202	3,5%	3,5%	5 907 489	53,3%	40,8%
Total	**11 254 873**	**100,0%**	**100,0%**	**11 089 748**	**100,0%**	**100,0%**

* Société détenue à hauteur de 80% du capital par la société par actions simplifiées Alta Penthièvre (laquelle est intégralement détenue par la société Altareit, elle-même contrôlée à 99,7% du capital par la société Altarea, laquelle est contrôlée par Messieurs Alain Taravella et Jacques Nicolet) et à hauteur de 20% par Messieurs Gauthier Picquart et Patrick Jacquemin.

** Gauthier Picquart détient ces actions en propre (1 action) et via sa holding personnelle DGPDG, société unipersonnelle à responsabilité limitée (9, avenue Junot, 75008 Paris) qu'il détient à 100% (350 actions).

Déclarations de franchissement de seuils effectuées en 2011

Par courrier reçu le 22 décembre 2011, la société Altacom a déclaré avoir franchi en hausse, le 19 décembre 2011, les seuils de 30% du capital et des droits de vote de la Société et détenir 3.422.335 actions de la Société représentant autant de droits de vote, soit 30,86% du capital et 30,47% des droits de vote de la Société. Ce franchissement de seuil résulte d'une acquisition d'actions sur le marché dans le cadre de l'offre publique d'achat ayant visé les actions Rue du Commerce.

Par courrier reçu le 16 décembre 2011, la société anonyme Apax Partners (en qualité de société de gestion des fonds communs de placement à risques Apax France VA et Apax France VB) et la société en commandite par actions ALTAMIR AMBOISE SCA (dont Altamir Amboise Gérance SA est associé commandité gérant), agissant pour le compte des fonds du groupe APAX dont elle assure la gestion, ont déclaré avoir franchi de concert en baisse, le 12 décembre 2011, les seuils de 15% des droits de vote, 10% et 5% du capital et des droits de vote de la Société et ne plus détenir aucun titre de la Société. Ce franchissement de seuils résulte de la cession hors marché, conformément à un contrat de cession et à un contrat d'apport conclus le 27 octobre 2011, de 1.307.645 actions en numéraire (représentant 11,8% du capital) au profit de la société Altacom.

Par courrier reçu le 16 décembre 2011, Monsieur Patrick Jacquemin a déclaré avoir franchi, le 12 décembre 2011, en baisse, les seuils de 10% des droits de vote et 5% du capital et des droits de vote de la Société et ne plus détenir aucun titre de la Société. Ce franchissement de seuils résulte de la cession hors marché et de l'apport, intervenus le 12 décembre 2011, conformément à un contrat de cession et à un contrat d'apport conclus le 27 octobre 2011, (i) de 669.107 actions en numéraire au profit de la société Altacom et (ii) de 250.000 actions au profit de la société Altacom dans le cadre d'un apport en nature.

Par courrier reçu le 16 décembre 2011, Monsieur Gauthier Picquart a déclaré avoir franchi, le 12 décembre 2011, en baisse, directement et indirectement, par l'intermédiaire de la société à responsabilité limité DGPDG qu'il détient à 100%, les seuils de 5% du capital et des droits de vote de la Société et ne plus détenir directement et indirectement aucun titre de cette société. Ce franchissement de seuils résulte de la cession hors marché et de l'apport, intervenus le 12 décembre 2011, conformément à un contrat de cession et à un contrat d'apport conclus le 27 octobre 2011, (i) de 699 650 actions en numéraire au profit de la société Altacom et (ii) de 250.000 actions au profit de la société Altacom dans le cadre d'un apport en nature.

Par courrier reçu le 15 décembre 2011, la société par actions simplifiée Altacom a déclaré avoir franchi en hausse, le 12 décembre 2011, les seuils de 5%, 10%, 15%, 20% et 25% du capital et des droits de vote de la Société et détenir 3.301.687 actions représentant 29.77% du capital et 29.40% des droits de vote. Ce franchissement de seuils résulte de l'acquisition, conformément à un contrat de cession et à un contrat d'apport conclus le 27 octobre 2011, (i) de 2.676.402 actions (représentant 24.1% du capital de la société), en numéraire, auprès de M. Gauthier Picquart (699.650 actions), de M. Patrick Jacquemin et les membres de sa famille (669.107 actions) et d'entités du groupe Apax (1.307.645 actions), et (ii) de 500.000 actions (représentant 4.5% du capital de la société) auprès de Messieurs Gauthier Picquart et Patrick Jacquemin dans le cadre d'un apport en nature (à raison de 250.000 actions chacun).

Par courrier reçu le 4 novembre 2011, les sociétés Boussard & Gavaudan Asset Management L.P. et Boussard et Gavaudan Gestion, agissant de concert, ont déclaré avoir franchi en hausse, le 3 novembre 2011, les seuils de 5% du capital et des droits de vote de la Société et détenir de concert 908.482 actions représentant autant de droits de vote, soit 8,19% du capital

et 6,63% des droits de vote la Société. Ce franchissement de seuils résulte d'une acquisition d'actions sur le marché.

Par courriers reçus les 6 et 7 octobre 2011, Monsieur Gauthier Picquart a déclaré avoir franchi en baisse, le 3 octobre 2011, directement et indirectement, par l'intermédiaire de la société DGPDG, qu'il détient à 100%, le seuil de 10% des droits de vote de la Société et détenir, directement et indirectement, 949.650 actions, soit 8,56% du capital et 8,75% des droits de vote. Ce franchissement de seuil résulte d'une perte de droits de vote double résultant de l'apport d'actions Rue du Commerce préalablement détenues directement par Monsieur Gauthier Picquart au profit de la société DGPDG qu'il détient à 100%. La société DGPDG a également franchi individuellement en hausse, les seuils de 5% du capital et des droits de vote de la Société.

Déclarations de franchissement de seuils effectuées en 2012

Par courriers reçus les 3 et 9 janvier 2012, la société Altacom a déclaré avoir franchi en hausse, (i) le 29 décembre 2011, le seuil du tiers du capital de la Société et détenir 3.724.337 actions de la Société représentant autant de droits de vote et (ii) le 5 janvier 2012, le seuil du tiers des droits de vote et détenir 3.745.091 actions Rue du Commerce représentant autant de droits de vote, soit 33,77% du capital et 33,35% des droits de vote de la Société. Ces franchissements de seuil résultent d'acquisitions d'actions sur le marché dans le cadre de l'offre publique d'achat visant les actions de la Société.

Par courrier reçu le 23 janvier 2012, la société Parinvest a déclaré avoir franchi en baisse, le 17 janvier 2012, les seuils de 10% du capital et 5% du capital et des droits de vote à la suite de l'apport des titres qu'elle détenait à l'offre publique d'achat initiée par la société Altacom et ne plus détenir aucun titre de la Société.

Par courrier reçu le 31 janvier 2012, la société par actions simplifiée Altacom a déclaré avoir franchi en hausse, le 26 janvier 2012, les seuils de 50%, 2/3, 90% du capital et des droits de vote et de 95% du capital de la Société suite à la publication par l'Autorité des marchés financiers des résultats de l'offre publique d'achat initiée par Altacom et détenir à cette date 10.555.487 actions représentant 95.11% du capital et 93,99% des droits de vote de la Société.

Par courrier reçu le 31 janvier 2012, les sociétés Boussard & Gavaudan Asset Management L.P. et Boussard et Gavaudan Gestion, agissant de concert, ont déclaré avoir franchi en baisse, le 27 janvier 2012, les seuils de 5% du capital et des droits de vote de la Société et ne peut plus détenir de concert aucun titre de la Société. Ce franchissement de seuils résulte de l'apport de leurs actions à l'offre publique d'achat initiée par la société Altacom.

Par courrier reçu le 6 février 2012, la société anonyme Financière de l'Echiquier, agissant pour le compte de fonds dont elle assure la gestion, a déclaré avoir franchi en baisse, le 6 février 2012, les seuils de 5% du capital et des droits de votes de la Société à la suite de l'apport des titres qu'elle détenait à l'offre publique d'achat initiée par la société Altacom et ne plus détenir aucun titre de la Société.

Par courrier reçu le 22 février 2012, la société Altacom a déclaré avoir franchi en hausse, le 21 février 2012, le seuil de 95% des droits de vote de la Société à la suite de la publication par l'Autorité des marchés financiers des résultats de la seconde phase de l'offre publique d'achat initiée par Altacom et détenir à cette date 10.858.293 actions représentant 96.52% du capital et 96,51% des droits de vote.

Opérations réalisées par les dirigeants sur leurs titres au cours de l'exercice

Par courrier reçu le 6 octobre 2011, Monsieur Gauthier Picquart a déclaré avoir apporté à sa holding personnelle DGPDG, dont il est l'unique actionnaire et gérant, 700.000 titres Rue du Commerce au prix unitaire de 9 euros, représentant 6,3% du capital et 5,1% des droits de vote.

La holding personnelle DGPDG de Monsieur Gautier Picquart a cédé le 12 décembre 2011, 699.650 titres Rue du Commerce à la société Altacom sas et Monsieur Gauthier Picquart a apporté 250.000 titres Rue du Commerce à la société Altacom sas, Monsieur Gauthier Picquart détenant via sa holding personnelle DGPDG un solde de 350 actions Rue du Commerce à l'issue de ces opérations.

Monsieur Patrick Jacquemin a cédé le 12 décembre 2011, 669.107 titres Rue du Commerce à la société Altacom sas et apporté le même jour 250.000 titres Rue du Commerce à la société Altacom sas, il ne détenait plus de titres Rue du Commerce à l'issue de ces opérations.

Information sur l'actionnariat salarié

Le tableau ci-dessous présente l'évolution des plans d'options de souscription et/ou d'achat d'actions encore en vigueur au cours de l'exercice :

	Options de souscription d'actions					
	Plan n° 1	**Plan n° 2**	**Plan n° 3**	**Plan n° 4**	**Plan n° 5**	**Plan n° 6**
Date de l'assemblée générale	28/09/2006	28/09/2006	27/09/2007	22/09/2009	22/09/2009	29/07/2010
Date du Conseil d'administration	03/10/2006	14/05/2007	19/02/2008	21/10/2009	06/07/2010	14/02/2011
Nb total d'options autorisées	75 000	221 000	106 000	246 700	69 000	36 000
Nb total d'options restantes au 31/03/11	18 000	148 000	52 100	180 600	64 000	36 000
Nb d'options exercées au cours de l'exercice	15 000	145 000	5125	0	0	0
Nb d'options supprimée au cours de l'exercice	2 000	1 000	9 500	52 400	50 000	0
Nb total d'options restantes au 31/03/12	1 000	2 000	37 475	128 200	14 000	36 000

État de la participation des salariés au capital social au titre des formes d'actionnariat collectif définies à l'article L. 225-102 du Code de commerce :

Aucune action Rue du Commerce n'est détenue par les salariés dans le cadre d'un PEE (plan d'épargne entreprise) ou d'un FCPE (fond commun de placement d'entreprise) géré collectivement.

Actions détenues en propre

L'assemblée générale mixte de la Société du 27 juillet 2011 (10ème résolution) a autorisé le Conseil d'administration à mettre en œuvre un programme de rachat d'actions (le "**Programme de Rachat**"), conformément aux dispositions des articles L. 225-209 et suivants du Code de commerce, du Règlement n° 2273/2003 de la Commission européenne du 22 décembre 2003 pris en application de la directive 2003/6/CE du 28 janvier 2003 et des articles 241-1 à 241-6 du Règlement Général de l'Autorité des marchés financiers (l'"**AMF**") ou de toute disposition qui viendrait s'y substituer.

Le Conseil d'administration a mis en œuvre ce Programme de Rachat au cours de l'exercice clos le 31 mars 2012. Les modalités des achats effectués sont décrites ci-dessous

Le Programme de Rachat a été adopté pour une période de 18 mois à compter du 27 juillet 2011. En vertu de cette autorisation, le prix unitaire maximum d'achat a été fixé à 12 euros.

Le Conseil d'administration est autorisé à procéder à l'achat de ses propres actions représentant jusqu'à 10 % du nombre des actions composant le capital social à quelque moment que ce soit, ou représentant jusqu'à 5% du nombre d'actions composant le capital

social de la Société à quelque moment que ce soit, s'il s'agit d'actions acquises en vue de leur conservation et de leur remise ultérieure en paiement ou en échange dans le cadre d'une opération de croissance externe.

Conformément à la réglementation en vigueur et aux pratiques de marché admises par l'Autorité des marchés financiers, les différents objectifs du Programme de Rachat sont les suivants, par ordre de priorité décroissant :

(a) d'assurer la liquidité et d'animer le marché de l'action Rue du Commerce, par l'intermédiaire d'un prestataire de services d'investissement agissant de manière indépendante dans le cadre d'un contrat de liquidité, dans le respect de la pratique de marché admise par l'AMF ;

(b) de couvrir des programmes d'options sur actions ou autres allocations d'actions aux salariés et/ou mandataires sociaux éligibles de la Société et/ou de ses filiales et plus précisément à l'effet :
   - (i) de couvrir des plans d'options d'achat d'actions au profit des salariés et/ou des mandataires sociaux éligibles et/ou de certains d'entre eux, de la Société et/ou des sociétés de son groupe qui lui sont liées dans les conditions de l'article L. 225-180 du Code de commerce ;
   - (ii) d'attribuer gratuitement des actions aux salariés et anciens salariés au titre de leur participation à un plan d'épargne d'entreprise de la Société ou d'un plan d'épargne d'entreprise du groupe Rue du Commerce ;
   - (iii) d'attribuer gratuitement des actions aux salariés et aux mandataires sociaux de la Société et des sociétés qui lui sont liées dans les conditions définies à l'article L. 225-197-2 du Code de commerce, dans le cadre des dispositions des articles L. 225-197-1 et suivants du Code de commerce ;

(c) de les conserver et de les remettre ultérieurement en paiement ou en échange dans le cadre d'opérations de croissance externe, dans le respect de la pratique de marché admise par l'AMF ;

(d) de les remettre lors de l'exercice de droits attachés à des valeurs mobilières donnant droit, immédiatement ou à terme, à l'attribution d'actions de la Société ;

(e) de les annuler, totalement ou partiellement, en vue d'optimiser la gestion de la trésorerie, la rentabilité des fonds propres et le résultat par action ;

(f) de mettre en œuvre toute pratique de marché qui viendrait à être autorisée par l'AMF et, plus généralement, de réaliser toutes opérations conformément aux dispositions légales et réglementaires en vigueur.

L'assemblée générale mixte de la Société du 27 juillet 2011 (22ème résolution) a autorisé le Conseil d'administration à annuler, en une ou plusieurs fois, les actions acquises par la Société au titre de la mise en œuvre de l'autorisation donnée à la 10ème résolution de l'assemblée générale, dans la limite de 10 % du capital social de la Société par période de 24 mois et réduire corrélativement le capital social.

Rachats et ventes d'actions réalisés par Rue du Commerce au cours de l'exercice

1. Rachats et ventes effectués en vue d'assurer la liquidité et animer le marché de l'action Rue du Commerce

Le 30 septembre 2005, Rue du Commerce a confié la mise en œuvre d'un contrat de liquidité conforme à la Charte de Déontologie de l'AFEI (devenue l'AMAFI) approuvée par l'instruction de l'Autorité des marchés financiers du 22 mars 2005 à PORTZAMPARC S.A.

Au titre de ce contrat, la Société était propriétaire, à la date du 31 mars 2012, de 9.920 actions détenues en propre, représentant 0,1% du capital de Rue du Commerce, valorisées 79 milliers d'euros. Aucune provision pour dépréciation n'a été constatée sur ces titres à cette date.

Au cours de l'exercice et au titre de ce contrat d'animation du marché, 50.757 actions ont été achetées à un cours moyen de 6,34 euros et 52.978 actions cédées au cours moyen de 6,18 euros.

2. Rachats en vue de la conservation et de la remise ultérieure en paiement ou en échange dans le cadre d'opérations de croissance externe

La Société a lancé un programme de rachat de ses propres titres en vue de financer d'éventuelles acquisitions.

A la date du 31 mars 2012, la Société était propriétaire au titre de cet objectif de 50.766 actions, soit 0,5% du nombre total d'actions composant le capital social de la Société.

Ces 50.766 actions étaient valorisées 405 milliers d'euros au 31 mars 2012. Aucune provision pour dépréciation n'a été constatée sur ces titres à cette date.

Le montant des frais de négociation s'est élevé à 4.548 euros.

Ces actions n'ont fait l'objet d'aucune utilisation ou nouvelle réallocation au 31 mars 2012.

Perspectives d'avenir

En 2012/2013, la Société bénéficiant désormais du support de groupe Altarea Cogedim entend poursuivre en dépit d'une concurrence toujours aussi exacerbée le modèle de croissance mis en œuvre depuis plusieurs années autour des produits high-tech, des services et de la Galerie.

Evènements postérieurs à la date de clôture de l'exercice

Il n'existe à la date d'établissement du présent rapport aucun élément important susceptible d'être signalé pouvant avoir une influence significative sur la marche de l'entreprise et sur les états financiers clos au 31 mars 2012.

Montant des dépenses et charges non déductibles fiscalement

Il est précisé que la Société n'a engagé aucune dépense somptuaire telle que visée à l'article 39-4 du Code Général des Impôts.

Le montant des pénalités et amendes non déductibles, comptabilisés sur l'exercice, s'élève à 37.170 euros.

Informations sur les risques

Risque de taux d'intérêt et de liquidité

Historiquement, la Société a financé sa croissance grâce à ses actionnaires, la Société n'ayant recours à l'endettement que de manière ponctuelle et pour financer des projets précis.

Au cours de l'exercice clos le 31 mars 2012, la Société disposait de facilités de trésorerie accordées à court terme, qui n'ont été que partiellement utilisées, et consenties par les banques LCL (2 millions d'euros), HSBC (1 million d'euros) et ABN Amro (1 million d'euros).

Les facilités de trésorerie accordées par les banques sont renouvelées et renégociées chaque année. Des discussions auront lieu au cours du mois d'octobre 2012 pour renouveler les facilités de trésorerie permettant de couvrir les besoins de financement maximum estimés pour

l'exercice en cours : pour l'exercice 2011 / 2012, la facilité de caisse LCL a ainsi été portée à 10 millions d'euros pour la période du 15 octobre 2011 au 16 janvier 2012.

Compte tenu de sa position de trésorerie, la Société n'est actuellement exposée à aucun risque de liquidité. Pour les mêmes raisons, la Société n'est pas exposée à un quelconque risque de taux d'intérêt.

Risque sur actions

Il n'existe pas de risque significatif lié à une fluctuation du marché boursier dans la mesure où la trésorerie de la Société est placée en produits monétaires sans risques.

Risque de change

La Société n'a aucune position nette dans une quelconque devise étrangère au 31 mars 2012.

La Société estime que le risque de change auquel elle est exposée dans le cadre de son activité n'est pas significatif, dans la mesure où elle réalise plus de 95% de ses achats en euros et moins de 5% en dollars américains, répercutant intégralement sur son prix de vente les variations éventuelles du dollar. Le chiffre d'affaires, les charges d'exploitation, les dépenses d'investissements, actifs et passifs de la Société sont libellés en euros.

Cependant, une hausse significative du dollar américain au détriment de l'euro pourrait avoir une incidence directe sur les prix des produits et donc sur l'activité de la Société. En effet, la plupart des produits vendus par la Société sont fabriqués en Asie et aux Etats-Unis d'Amérique et sont vendus à des importateurs européens sur la base du dollar américain.

Risque de crédit

Le Groupe n'entretient de relations commerciales qu'avec des tiers dont la santé financière est avérée (pour la partie de vente administrations). Par ailleurs, les soldes clients font l'objet d'un suivi permanent, et par conséquent, l'exposition du Groupe aux créances irrécouvrables n'est pas significative.

Activité des filiales de la Société durant l'exercice écoulé

Au 31 mars 2012, Rue du Commerce a une filiale, détenue à 100%, la société Maxidome, SAS au capital social de 37.000 euros. Cette Société n'a eu aucune activité commerciale au cours de l'exercice clos le 31 mars 2012.

Rue du Commerce détient également une participation minoritaire de 1,16% dans la société TEA SAS, société par actions simplifiée au capital social de 96.687 euros.

Analyse de l'évolution des affaires, des résultats et de la situation financière de la Société, notamment de sa situation d'endettement, au regard du volume et de la complexité des affaires

La Société a pour objectif constant d'adapter ses moyens financiers et humains à l'évolution de l'activité prévisible à moyen terme.

La Société ne prévoit pas d'avoir recours à de l'endettement moyen ou long terme pour faire face à l'évolution des affaires, compte tenu de la structure du bilan et du besoin en fonds de roulement qui en découle et des investissements limités.

La Société prévoit toutefois de demander à ses partenaires financiers le renouvellement des autorisations de découvert accordées, pour couvrir notamment les besoins de financement liés à l'augmentation temporaire du volume des stocks en fin d'année.

Activités en matière de recherche et développement

Les équipes informatiques de la Société travaillent quotidiennement au développement et à l'amélioration des outils informatiques afin d'optimiser le fonctionnement du site et le traitement de l'information. La Société n'a pas d'autre activité en matière de recherche et développement.

Conventions visées aux articles L. 225-38 et suivants du Code du commerce

Vos commissaires aux comptes, dans leur rapport spécial, ont établi en application de l'article L. 225-40 et suivants du Code du commerce, l'état des conventions visées aux articles L. 225-38 et suivants dudit Code. Votre Président a confirmé au Conseil d'administration et aux commissaires aux comptes de la Société qu'aucune convention visée à l'article L. 225-38 du Code de commerce n'a été conclue ou n'a poursuivi ses effets au cours de l'exercice 2011/2012.

Il est précisé qu'un contrat de services, portant sur des opérations courantes et conclues à des conditions normales, a été conclu le 12 juin 2009 entre la société Patjack SAS, dont le dirigeant (et également actionnaire) est Monsieur Patrick Jacquemin, administrateur de Rue du Commerce, et la Société. La société PatJack SAS a au cours de l'exercice 2011 / 2012 facturé à la Société des prestations pour un montant de 112.400 euros H.T.

Cette convention a été approuvée par le Conseil d'Administration de Rue du Commerce dans sa séance du 27 avril 2009. Les prestations effectuées dans le cadre de cette convention ont porté principalement sur des domaines d'assistance dans le domaine stratégique et marketing de la Société et en matière de copie privée.

Rémunérations des mandataires sociaux en 2010 / 2011

Le montant global des rémunérations allouées aux organes de direction du Groupe à raison de leurs fonctions au sein des sociétés du Groupe s'élève, au titre de l'exercice clos le 31 mars 2011, à 213 milliers d'euros.

(en euros)	**31/03/11**	**31/03/12**
Gauthier PICQUART – Président Directeur Général		
Rémunération Fixe	204 000	204 000
Rémunération Variable	0	0
Avantages en nature	9 453	9 250
TOTAL	**213 453**	**213 250**

Monsieur Gauthier Picquart ne bénéficie d'aucune rémunération variable.

Aucun jeton de présence n'a été versé aux membres des organes de direction au titre des exercices clos les 31 mars 2010 et 31 mars 2011.

L'assemblée générale du 27 juillet 2011 a par ailleurs fixé dans sa dans sa cinquième résolution à 24.000 euros le montant maximum de jetons de présence que le conseil répartira entre ses membres pour l'exercice social ouvert le 1er avril 2011. Suite à la décision du Conseil d'administration dans sa séance du 27 juin 2012, ces jetons seront versés en juillet 2012.

Il sera proposé à la prochaine assemblée générale de fixer un montant maximum de 8.000 € de jetons de présence que le Conseil pourra répartir entre ses membres pour l'exercice social ouvert le 1er avril 2012.

Les membres des organes de direction et les administrateurs non membres des organes de direction ne bénéficient d'aucun stock-option ou titre donnant accès au capital.

Les membres des organes de direction ne bénéficient de même d'aucun engagement pris par la Société et correspondant à des éléments de rémunération, des indemnités ou des avantages dus ou susceptibles d'être dus à la cessation ou au changement de leurs fonctions, ou postérieurement à celles-ci.

Il est par ailleurs rappelé que la liste des mandats et fonctions exercés dans toute société, durant l'exercice écoulé, par chacun des mandataires sociaux figurent en annexe au présent rapport.

Développement durable

La Société Rue du Commerce est certifiée ISO 14001 V2004 depuis 2009 par AFNOR Certification pour toutes ses activités et ses sites de Saint-Ouen, Aix en Provence et Saint-Quentin Fallavier, cette certification a été renouvelée au cours du mois de juin 2012.

Les emballages de transport sont constitués pour l'essentiel de matériaux écologiques et biodégradables.

La Société est adhérente d'Eco-Emballage, d'Eco-Systèmes et d'Eco-Folio afin de participer à l'élimination des déchets liés à son activité de distributeur sur Internet.

La Société a réalisé dès 2008 une étude relative à l'émission de carbone liée à son activité. Il en ressort que 50% de ses émissions proviennent des suremballages des produits, 25% aux déplacements de ses collaborateurs qui se rendent sur le lieu de travail et 25% pour les autres activités (énergie, etc.).

La Société compense depuis plusieurs années sa production interne de carbone par du mécénat en faveur de projets écologiques.

Impact social et environnemental

L'effectif moyen salarié se présente ainsi :

	31/03/11	31/03/12
Hommes	150	144
Femmes	146	134
TOTAL	**296**	**278**
Contrats à durée indéterminée	265	245
Contrats à durée déterminée	31	33
TOTAL	**296**	**278**
Cadres	99	91
Employés	197	187
TOTAL	**296**	**278**

La durée du temps de travail hebdomadaire est de 35 heures dans toute l'entreprise.

La masse salariale a évolué de la façon suivante :

	31-mars-11	31-mars-12
Charges salariales	10 754	9 800
Charges sociales	4 861	4 452
Total Frais de personnel	**15 615**	**14 252**

Un plan de formation est mis en place, et comprend des formations aux langues étrangères, au management, ou à des domaines spécifiques liés à l'activité de la Société.

Aucune provision pour participation des salariés n'a été comptabilisée au titre de l'exercice 2010 / 2011 ni au titre de l'exercice précédent. Il n'est pas prévu de plan d'intéressement.

Droit Individuel de formation

Les articles L. 6323-1 et suivants du Code du Travail ouvrent pour les salariés bénéficiant d'un contrat de travail à durée indéterminé de droit privé, un droit individuel à formation d'une durée de 20 heures minimum par an, cumulable sur une période de six ans (plafonné à 120 heures).

Le volume d'heures de formation n'ayant pas donné lieu à demande s'élève à 15.576 heures au 31 mars 2012.

Eléments susceptibles d'avoir une incidence en cas d'offre publique

En vertu de l'autorisation conférée au Conseil d'administration par l'assemblée générale des actionnaires qui s'est tenue le 27 juillet 2011, le Conseil d'administration peut procéder a des achats d'actions de la Société dans la limite de 5 ou 10% du capital social de la Société.

Comptes Sociaux

Rue du Commerce

31 mars 2012

1. BILAN

BILAN ACTIF

RUBRIQUES	BRUT	Amortissements	Net (N) 31/03/2012	Net (N-1) 31/03/2011
CAPITAL SOUSCRIT NON APPELÉ				
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
Frais d'établissement				
Frais de développement				
Concession, brevets et droits similaires	1 655 353	1 606 170	49 184	165 021
Fonds commercial	154 169		154 169	154 169
Autres immobilisations incorporelles	1 766 350	1 636 920	129 429	40 398
Avances et acomptes sur immobilisations incorporelles				
TOTAL immobilisations incorporelles :	**3 575 872**	**3 243 090**	**332 782**	**359 588**
IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
Terrains				
Constructions				
Installations techniques, matériel et outillage industriel	3 281	3 281		
Autres immobilisations corporelles	5 234 192	4 312 677	921 515	1 123 738
Immobilisations en cours				
Avances et acomptes				
TOTAL immobilisations corporelles :	**5 237 473**	**4 315 958**	**921 515**	**1 123 738**
IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES				
Participations évaluées par mise en équivalence				
Autres participations	87 002		87 002	37 000
Créances rattachées à des participations				
Autres titres immobilisés				
Prêts				
Autres immobilisations financières	551 962		551 962	560 332
TOTAL immobilisations financières :	**638 964**		**638 964**	**597 332**
ACTIF IMMOBILISÉ	**9 452 309**	**7 559 047**	**1 893 262**	**2 080 658**
STOCKS ET EN-COURS				
Matières premières et approvisionnement				
Stocks d'en-cours de production de biens				
Stocks d'en-cours production de services				
Stocks produits intermédiaires et finis				
Stocks de marchandises	25 864 686	899 486	24 965 200	20 891 699
TOTAL stocks et en-cours :	**25 864 686**	**899 486**	**24 965 200**	**20 891 699**
CRÉANCES				
Avances, acomptes versés sur commandes	160 955		160 955	129 475
Créances clients et comptes rattachés	17 747 850	2 245 040	15 502 810	17 614 015
Autres créances	10 601 176		10 601 176	9 527 062
Capital souscrit et appelé, non versé	12 120		12 120	
TOTAL créances :	**28 522 101**	**2 245 040**	**26 277 062**	**27 270 553**
DISPONIBILITÉS ET DIVERS				
Valeurs mobilières de placement				11 482 008
Disponibilités	18 271 383		18 271 383	6 508 419
Charges constatées d'avance	543 297		543 297	549 372
TOTAL disponibilités et divers :	**18 814 681**		**18 814 681**	**18 539 799**
ACTIF CIRCULANT	**73 201 468**	**3 144 526**	**70 056 942**	**66 702 050**
Frais d'émission d'emprunts à étaler				
Primes remboursement des obligations				
Écarts de conversion actif				
TOTAL GÉNÉRAL	**82 653 776**	**10 703 573**	**71 950 204**	**68 782 708**

BILAN PASSIF

RUBRIQUES			Net (N) 31/03/2012	Net (N-1) 31/03/2011
SITUATION NETTE				
Capital social ou individuel	dont versé	2 813 218	2 813 718	2 772 437
Primes d'émission, de fusion, d'apport, ...			22 260 287	21 314 411
Écarts de réévaluation	dont écart d'équivalence			
Réserve légale			277 244	277 244
Réserves statutaires ou contractuelles				
Réserves réglementées				
Autres réserves				
Report à nouveau			9 880 086	8 493 906
Résultat de l'exercice			(762 899)	1 386 180
		TOTAL situation nette :	**34 468 436**	**34 244 177**
SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT				
PROVISIONS RÉGLEMENTÉES				
		CAPITAUX PROPRES	**34 468 436**	**34 244 177**
Produits des émissions de titres participatifs				
Avances conditionnées				
		AUTRES FONDS PROPRES		
Provisions pour risques			2 328 460	77 667
Provisions pour charges			20 103	332 717
		PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	**2 348 563**	**410 385**
DETTES FINANCIÈRES				
Emprunts obligataires convertibles				
Autres emprunts obligataires				
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit			428	4 586
Emprunts et dettes financières divers				
		TOTAL dettes financières :	**428**	**4 586**
AVANCES ET ACOMPTES RECUS SUR COMMANDES EN COURS				
DETTES DIVERSES				
Dettes fournisseurs et comptes rattachés			23 846 818	22 158 744
Dettes fiscales et sociales			5 063 609	7 373 786
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
Autres dettes			6 021 293	4 117 666
		TOTAL dettes diverses :	**34 931 719**	**33 650 196**
PRODUITS CONSTATÉS D'AVANCE			201 058	473 364
		DETTES	**35 133 205**	**34 128 146**
Ecarts de conversion passif				
		TOTAL GÉNÉRAL	**71 950 204**	**68 782 708**

2. COMPTE DE RESULTAT

Compte de résultat 1ère partie

RUBRIQUES	France	Export	Net (N) 31/03/2012	Net (N-1) 31/03/2011
Ventes de marchandises	259 333 313	8 006 459	267 339 772	292 225 229
Production vendue de biens				
Production vendue de services	24 570 434	2 370 136	26 940 570	24 583 093
Chiffres d'affaires nets	**283 903 747**	**10 376 595**	**294 280 342**	**316 808 322**
Production stockée				
Production immobilisée				
Subventions d'exploitation			11 307	39 330
Reprises sur amortissements et provisions, transfert de charges			1 406 081	3 482 938
Autres produits			76 488	46 560
PRODUITS D'EXPLOITATION			**295 774 218**	**320 377 150**
CHARGES EXTERNES				
Achats de marchandises [et droits de douane]			244 937 210	254 107 147
Variation de stock de marchandises			(3 972 556)	7 718 500
Achats de matières premières et autres approvisionnement				
Variation de stock [matières premières et approvisionnement]				
Autres achats et charges externes			34 412 106	33 513 260
TOTAL charges externes :			**275 376 760**	**295 338 906**
IMPOTS, TAXES ET VERSEMENTS ASSIMILÉS			1 298 257	1 310 016
CHARGES DE PERSONNEL				
Salaires et traitements			9 800 038	10 754 050
Charges sociales			4 452 177	4 860 486
TOTAL charges de personnel :			**14 252 214**	**15 614 537**
DOTATIONS D'EXPLOITATION				
Dotations aux amortissements sur immobilisations			1 078 600	1 004 002
Dotations aux provisions sur immobilisations				
Dotations aux provisions sur actif circulant			1 397 337	1 713 818
Dotations aux provisions pour risques et charges			2 188 679	1 254 355
TOTAL dotations d'exploitation :			**4 664 616**	**3 972 174**
AUTRES CHARGES D'EXPLOITATION			1 711 750	2 720 596
CHARGES D'EXPLOITATION			**297 303 597**	**318 956 230**
RÉSULTAT D'EXPLOITATION			**(1 529 379)**	**1 420 920**

Compte de résultat 2ème partie

RUBRIQUES	Net (N) 31/03/2012	Net (N-1) 31/03/2011
RÉSULTAT D'EXPLOITATION	**(1 529 379)**	**1 420 920**
Bénéfice attribué ou perte transférée		
Perte supportée ou bénéfice transféré		
PRODUITS FINANCIERS		
Produits financiers de participation		
Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé	10 456	22 451
Autres intérêts et produits assimilés	703 682	631 785
Reprises sur provisions et transferts de charges		
Différences positives de change	99 090	170 417
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		
	813 228	**824 653**
CHARGES FINANCIÈRES		
Dotations financières aux amortissements et provisions		
Intérêts et charges assimilées	13 104	3 230
Différences négatives de change	218 621	186 837
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
	231 726	**190 067**
RÉSULTAT FINANCIER	**581 503**	**634 586**
RÉSULTAT COURANT AVANT IMPOTS	**(947 876)**	**2 055 505**
PRODUITS EXCEPTIONNELS		
Produits exceptionnels sur opérations de gestion		85 739
Produits exceptionnels sur opérations en capital	1 564	12 856
Reprises sur provisions et transferts de charges		
	1 564	**98 595**
CHARGES EXCEPTIONNELLES		
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion	118 959	18 190
Charges exceptionnelles sur opérations en capital	51 394	67 806
Dotations exceptionelles aux amortissements et provisions		
	170 353	**85 997**
RÉSULTAT EXCEPTIONNEL	**(168 788)**	**12 599**
Participation des salariés aux résultats de l'entreprise		
Impôts sur les bénéfices	(353 766)	681 924
TOTAL DES PRODUITS	**296 589 010**	**321 300 398**
TOTAL DES CHARGES	**297 351 909**	**319 914 218**
BÉNÉFICE OU PERTE	**(762 899)**	**1 386 180**

3. ANNEXE AUX COMPTES SOCIAUX - EXERCICE CLOS LE 31 MARS 2012

Informations relatives à l'entreprise

En date du 27 juin 2012, le conseil d'administration a arrêté et autorisé la publication des états financiers de Rue de Commerce pour l'exercice clos le 31 mars 2012.

Le bilan, avant répartition de l'exercice clos le 31 mars 2012 dont le total est de 71.950.204 euros et le compte de résultat de l'exercice présenté sous forme de liste dégage une perte de 762.899 euros.

L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 1er avril 2011 au 31 mars 2012.

2. Évènements significatifs de la période

Messieurs Gauthier Picquart et Patrick Jacquemin, actionnaires fondateurs de la société, et la société Apax Partners ont annoncé le 27 octobre 2011 avoir conclu un accord avec la société Altacom, une filiale d'Altarea Cogedim. A l'issue de la mise en œuvre de cet accord, le 12 décembre 2012, Altacom détenait 28,64% du capital social de RueduCommerce.

Parallèlement à l'accord conclu avec les dirigeants et Apax Partners, Altarea Cogedim a annoncé le même jour, 27 octobre 2011, un projet d'offre publique d'achat via sa filiale Altacom, portant sur le solde des actions RueduCommerce qu'elle ne détiendrait pas à la date d'ouverture de l'Offre au prix unitaire de 9 euros.

A l'issue de l'OPA achevée le 21 février 2012, le Groupe Altarea Cogedim détient 96,5% du Groupe Rue du Commerce.

3. Règles et Méthodes comptables

Les comptes sociaux sont présentés en milliers d'euros et toutes les valeurs sont arrondies au millier le plus proche (€000) sauf indication contraire.

Conformité aux normes comptables

Les comptes annuels au 31 mars 2012 ont été établis en conformité avec les principes comptables généralement admis en France (PCG) dans le respect des principes de prudence et de continuité conformément aux hypothèses de base :

- Continuité de l'exploitation
- Permanence des méthodes
- Indépendance des exercices

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Conversion des monnaies étrangères

La monnaie fonctionnelle et de présentation de Rue de Commerce est l'euro (€). Les opérations en monnaies étrangères sont initialement enregistrées dans la monnaie fonctionnelle au taux de change en vigueur à la date de la transaction. A la date de clôture, les actifs et passifs monétaires libellés en monnaies étrangères sont convertis dans la monnaie fonctionnelle au taux de change en vigueur à la date de clôture.

Entreprises liées

Les montants qui sont indiqués dans les différents tableaux concernant les entreprises liées se rapportent aux opérations réalisées avec les sociétés du groupe Rue du Commerce consolidées.

Suivi ultérieur de la valeur des actifs

Par application du règlement CRC 2002-10, un test de dépréciation (perte de valeur) est effectué en cas d'indice de perte de valeur des actifs.

Pour chaque actif concerné, la valeur nette comptable au bilan des actifs est comparée à la valeur actuelle. La valeur actuelle est la plus élevée entre la valeur vénale et la valeur d'usage.

La valeur d'usage est calculée à partir des estimations des avantages économiques futurs attendus. Dans la généralité des cas, elle est déterminée par la méthode des flux de trésorerie futurs actualisés (DCF). Elle est estimée soit directement, soit indirectement au travers de l'estimation de la valeur d'usage de l'Unité Génératrice de Trésorerie (UGT) à laquelle les actifs concernés appartiennent.

La valeur vénale correspond au prix auquel la société pourrait prétendre au titre de la cession de l'actif testé, diminué des coûts de vente. Ce prix net des coûts de vente est généralement estimé en appliquant un multiple de valorisation actualisé au résultat opérationnel moyen estimé sur 3 ans généré par l'actif testé.

Une dépréciation est comptabilisée, le cas échéant, si la valeur nette comptable au bilan est supérieure à la valeur actuelle.

Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles sont enregistrées à leur coût d'acquisition ou leur prix de revient.

Les immobilisations incorporelles comprennent :

- Les frais de création et du développement, dans les phases initiales, du site internet rueducommerce.com (totalement amortis à ce jour)
- Des noms de domaine et la marque Alapage
- Des logiciels
- Des fonds commerciaux (rachat du fonds de commerce de CD AND CO pour 91 k€ en septembre 2001 et rachat des fonds commerciaux TopAchat et Clust pour 63 k€ en mars 2009)
- Des bases de données

Les amortissements pour dépréciation sont calculés selon le mode linéaire en fonction de la durée d'utilité estimée des immobilisations.

Immobilisations incorporelles	Durées d'amortissement
Noms de domaine internet	Non amorti
Fonds commercial	Non amorti
Marque & bases de données	3 ans
Logiciels	1 an

Fonds commercial CD & CO :
Le fonds de commerce acquis pour 91 k€ comprenait notamment l'activité de vente aux administrations et aux écoles, qui a généré sur l'exercice clos le 31 mars 2012 un chiffre d'affaires de 18,8 millions d'euros. Aucun indice de perte de valeur n'étant identifié, la société considère donc qu'il n'y a pas lieu de procéder à une dépréciation de ce fonds de commerce au 31 mars 2012.

Fonds commercial TopAchat :
Le fonds de commerce acquis comprend notamment l'activité de vente sur Internet, via le site exploité sous l'enseigne www.topachat.com, d'une vaste gamme de produits relatifs notamment au domaine de l'informatique, des nouvelles technologies de l'information et de la communication à destination des particuliers. Cette activité a généré au cours de l'exercice clos le 31 mars 2012 un chiffre d'affaires de 44,6 millions d'euros.

Actifs Alapage :
Dans le cadre du rachat d'un certain nombre d'actifs l'activité Alapage au 01 septembre 2009, la marque Alapage a été inscrite au bilan pour un montant de 50K€.
Compte tenu de l'écart important entre le chiffre d'affaires estimé de l'activité lors de l'évaluation à la juste valeur à la date d'acquisition et le chiffre d'affaires réel, la marque a été dépréciée au 31 mars 2012 pour un montant de 50 K€. Sa valeur nette est nulle au 31 mars 2012.

Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont enregistrées à leur coût d'acquisition.

L'amortissement est calculé selon la méthode linéaire, sur les durées d'utilisation suivantes :

	Durées d'amortissement
• Agencements et Installations	3 ans
• Mobilier, matériel de bureau et inf.	3 ans
• Central téléphonique (autocommutateur)	5 ans

Immobilisations financières

Les immobilisations financières comprennent essentiellement les actions de la société détenues en propre, les dépôts et cautionnements, ainsi que les prêts qui sont comptabilisés à leur valeur nominale et font l'objet d'une dépréciation lorsque leur valeur d'inventaire est inférieure à leur valeur probable de recouvrement.

Les actions Rue du Commerce détenues en propre, en raison du contrat de liquidité signé avec la société Portzamparc (voir plus loin la description de ce contrat) ou du contrat de croissance externe sont classées en immobilisations financières et représentent respectivement 69 et 189 milliers d'euros de valeur brute.

Stocks

Les stocks de marchandises sont valorisés au prix unitaire moyen pondéré.

La valeur brute des marchandises et approvisionnements comprend le prix d'achat et les frais accessoires.

Une dépréciation est appliquée lorsque la valeur nette comptable des stocks à la clôture devient supérieure à la valeur de réalisation. La valeur de réalisation est déterminée en fonction des perspectives de ventes.

Les articles assemblés sont valorisés à la somme des coûts d'achat de leurs composants.

Clients et créances rattachées

Les créances clients sont reconnues et comptabilisées pour le montant initial de la facture déduction faite des dépréciations des montants non recouvrables. Une estimation du montant de créances douteuses est effectuée lorsqu'il n'est plus probable que la totalité de la créance pourra être recouvrée. Les créances irrécouvrables sont constatées en perte lorsqu'elles sont identifiées comme telles.

Une dépréciation des créances est constituée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur nominale, la valeur d'inventaire des créances étant déterminée en fonction d'éventuels problèmes de recouvrement ou de l'existence de procédures judiciaires ou contentieuses.

Les créances site impayées depuis plus de 30 mois déjà dépréciées à hauteur de 95% ont fait l'objet de la constatation d'une perte sur créances irrécouvrables. L'impact net sur le résultat après déduction de la dépréciation est une perte de 204 K€.

Autres créances

Les autres créances sont comptabilisées à leur valeur nominale.
Une dépréciation est constituée lorsque la valeur nette comptable des créances devient inférieure à la valeur recouvrable, qui elle est appréciée à chaque clôture.
Une partie des autres créances est constituée des encaissements reçus des clients de la Galerie Marchande.

Trésorerie et Valeurs Mobilières de Placement

La trésorerie et les dépôts à court terme comptabilisés au bilan comprennent la trésorerie en banque, la caisse et les dépôts à court terme ayant une échéance initiale de moins de trois mois.

Les valeurs mobilières de placement sont comptabilisées à leur coût historique et font l'objet d'une dépréciation lorsque la valeur de marché devient inférieure à la valeur comptable. Les valeurs mobilières de placement comprennent essentiellement des Sicav de trésorerie régulières.

Provisions pour risques et charges

Une provision est constituée lorsque la société a une obligation légale, réglementaire ou contractuelle résultant d'événements antérieurs, qu'il est probable qu'une sortie de ressources soit nécessaire pour éteindre l'obligation, et que le montant de l'obligation peut être évalué de façon fiable.

Les provisions constituées découlent de litiges commerciaux ou prud'homaux ou d'autres risques.

De manière générale, chacun des litiges connus fait l'objet d'un examen à la date d'arrêté des comptes et, après avis éventuels de conseils externes, les provisions jugées nécessaires sont constituées pour couvrir les risques estimés.

Pensions et autres avantages postérieurs à l'emploi

Au 31 mars 2012, les avantages postérieurs à l'emploi accordés aux salariés de Rue du Commerce correspondent exclusivement aux indemnités de départ à la retraite. Les indemnités légales et conventionnelles sont calculées pour chacun des salariés de la société présents en fonction de leur ancienneté théorique le jour de leur départ en retraite, conformément à la recommandation 03-R-01 du Conseil National de la Comptabilité du 1er avril 2003.

L'engagement pour retraite n'est pas comptabilisé dans les comptes sociaux mais indiqué en engagement hors bilan.

Autres dettes

Une partie des autres dettes est constituée des sommes dues aux partenaires de la Galerie Marchande.

4. Recours à des estimations

Pour préparer les informations financières, conformément aux principes comptables généralement admis, la Direction doit procéder à des estimations et faire des hypothèses qui affectent les montants présentés au titre des éléments d'actifs et de passifs, ainsi que les informations fournies sur les actifs et les passifs éventuels à la date d'établissement de ces informations financières, et les montants présentés au titre des produits et charges de la période.

Les principales estimations utilisées par la Direction concernent :

- Les provisions pour risque et charges (cf. 14)
- Les dépréciations des créances clients (cf. 9)
- La dépréciation des stocks (cf. 8)
- Les remises de fins d'année

La Direction revoit ses estimations et appréciations de manière constante sur la base de son expérience passée ainsi que de divers facteurs jugés raisonnables, qui constituent le fondement de ses appréciations de la valeur comptable des éléments d'actifs et de passifs. Ces estimations et appréciations sont susceptibles d'être modifiées au cours des périodes ultérieures et d'entraîner des ajustements.

5. Produits et charges

Chiffre d'affaires

La société comptabilise son chiffre d'affaires selon les modalités suivantes :

Ventes de produits high-tech : Le chiffre d'affaires est reconnu au moment de l'expédition des produits.

Ventes de la Galerie : La commission est constatée à la livraison des marchandises par le partenaire.

Ventes de services : Le chiffre d'affaires des services associés aux produits, services dont la prestation est assurée par un partenaire, est reconnu à l'expédition des produits. Le chiffre d'affaires des services associés aux produits, services dont la prestation est assurée par Rue du Commerce, est pris à l'avancement au cours de la période sur laquelle le service est offert.

Prestations publicitaires : Le chiffre d'affaires de la régie est reconnu lorsque la publicité a été diffusée sur un ou plusieurs sites de la Société.

Les réductions accordées aux clients lors de la vente sont immédiatement déduites du prix de vente.

A la clôture de chaque exercice, la société enregistre dans le poste « avoirs à émettre » le montant total des bons d'achats adressés à ses clients, encore valides, et non utilisés.

Autres Produits

(en k€)	31-mars-11	31-mars-12
Subventions publiques	39	11
Autres produits	47	76
Total Autres produits	**86**	**88**

Des subventions publiques ont été reçues pour favoriser l'emploi de certaines catégories du personnel.

Frais de personnel

(en k€)	31-mars-11	31-mars-12
Charges salariales	10 754	9 800
Charges sociales	4 860	4 452
Total Frais de personnel	**15 614**	**14 252**

Produits et charges financiers

Les produits financiers sont principalement constitués par les profits réalisés par le placement de la trésorerie excédentaire en Sicav de trésorerie régulières, les revenus du compte courant, les escomptes pour paiement anticipé réalisés auprès de nos fournisseurs, les profits de change réalisés sur nos dettes fournisseurs ou les gains réalisés sur les cessions de nos actions détenus en propre.

Les charges financières sont principalement constituées les pertes de changes réalisées sur nos dettes fournisseurs et les pertes réalisées sur les cessions de nos actions détenues en propre.

Produits et charges exceptionnels

Les produits exceptionnels sont principalement constitués par des indemnités perçues suite à la résolution favorable pour la société de litiges commerciaux.

Les charges exceptionnelles sont principalement constituées de pénalités, amendes et rappels de taxes versées au Trésor Public ou organismes sociaux.

6. Impôts sur le résultat

Un profit d'impôt de 353.766 euros a été constaté pour l'exercice clos le 31 mars 2012.

7. Immobilisations incorporelles, corporelles et financières

Valeurs brutes (en k€)

	Fonds de Commerce	Concession, brevets et droits similaires	Autres immob. Incorp.	Total Immob. Incorp.	Inst Générale, agenc.	Mat. Bureau, inform, divers	Total Immob. Corporelles	Autres Immos Financières
Au 31 mars 2011	**154**	**1 655**	**1 507**	**3 316**	**988**	**3 659**	**4 647**	**597**
Acquisitions	0	0	259	259	0	590	590	**379**
Reclassement	0	0	0	0	0	0	0	**0**
Cessions	0	0	0	0	0	0	0	**337**
Au 31 mars 2012	**154**	**1 655**	**1 766**	**3 575**	**988**	**4 249**	**5 237**	**639**

Amortissements (en k€)

	Fonds de Commerce	Concession, brevets et droits similaires	Autres immob. Incorp.	Total Immob. Incorp.	Inst Générale, agenc.	Mat. Bureau, inform, divers	Total Immob. Corporelles	Autres Immos Financières
Au 31 mars 2011	**0**	**1 490**	**1 467**	**2 957**	**889**	**2 634**	**3 523**	**0**
Dotations	0	51	235	286	71	722	792	**0**
Reprises	0	0	0	0	0	0	0	**0**
Au 31 mars 2012	**0**	**1 541**	**1 702**	**3 243**	**960**	**3 356**	**4 315**	**0**

Valeurs nettes (en k€)

	Fonds de Commerce	Concession, brevets et droits similaires	Autres immob. Incorp.	Total Immob. Incorp.	Inst Générale, agenc.	Mat. Bureau, inform, divers	Total Immob. Corporelles	Autres Immos Financières
Au 31 mars 2011	**154**	**165**	**40**	**359**	**99**	**1 025**	**1 124**	**597**
Au 31 mars 2012	**154**	**114**	**64**	**332**	**28**	**893**	**922**	**639**

8. Stocks

(en k€)	**31/03/11**	**31/03/12**
Valeur Brute	**21 892**	**25 864**
Dépréciation	(1 000)	(899)
Valeur Nette	**20 892**	**24 965**

9. Clients et autres créances

(en k€)	Brut 31/03/12	Depr.	Net 31/03/12	A 1 an au +	A + d'1 an et à 5 ans au +	A + de 5 ans	Net 31/03/11
Avances et Acomptes	161	0	161	161	0	0	129
Créances Clients et rattachées	17 748	-2 245	15 503	15 503	0	0	17 614
Autres créances et comptes de régularisation	11 156	0	11 156	11 156	0	0	9 527
Total créances de l'actif circulant	**29 065**	**-2 245**	**26 820**	**26 820**	**0**	**0**	**27 270**

10. Fournisseurs et autres dettes

(en k€)	31/03/11 Net	31/03/12 Net
Fournisseurs	17 132	20 099
Fournisseurs, factures non parvenues	5 027	3 748
Total Dettes fournisseurs	**22 159**	**23 847**

Personnel et Comptes rattachés	934	1 179
Sécurité Sociale et autres organismes	1 298	1 455
Etat – TVA	3 845	1 639
Etat – IS	571	0
Autres impôts et taxes	726	791
Autres dettes	4 595	6 021
Total Autres dettes	**11 969**	**11 085**

11. Capital émis et réserves

Capital social

Au 31 mars 2012, le capital de la société Rue du Commerce est composé de 11.254.873 actions d'une valeur nominale de 0,25 euros.

Evolution du capital social	Nombre d'actions	Valeur nominale	Capital Social (1)
Au 31 mars 2011	**11 089 748**	**0,25**	**2 772 437**
Augmentation de capital (conversion de stock-options)	165 125	0,25	41 281
Au 31 mars 2012	**11 254 873**	**0,25**	**2 813 718**

Contrat de liquidité

Depuis le 30 septembre 2005 et pour une durée de 1 an renouvelable par tacite reconduction, la société RUE DU COMMERCE a confié la mise en œuvre d'un contrat de liquidité conforme à la Charte de Déontologie de l'AFEI approuvée par l'instruction de l'Autorité des Marchés Financiers du 22 mars 2005 à PORTZAMPARC S.A.

Pour la mise en œuvre de ce contrat, 200 000 € ont été affectés au compte de liquidité.

Au 31 mars 2012, au titre de ce contrat, la société était propriétaire de 9.920 actions détenues en propre, valorisées 79 milliers d'euros. Aucune dépréciation n'a été constatée sur ces titres à cette date.

Contrat de croissance externe

Par ailleurs, la société RUE DU COMMERCE a conclu le 01 avril 2009 une convention avec la société PORTZAMPARC permettant à la société d'acquérir ses propres actions en vue de les remettre ultérieurement en paiement ou en échange dans le cadre d'opérations de croissance externe.

Au 31 mars 2012, au titre de ce contrat, la société était propriétaire de 50.766 actions détenues en propre, valorisées 405 milliers d'euros. Aucune dépréciation n'a été constatée sur ces titres à cette date.

Établissement teneur de titres

CACEIS Corporate Trust, anciennement Crédit Agricole Caisse d'Epargne Investor Services – Euro Emetteurs Finance, 14 rue Rouget de Lisle, 92130 Issy les Moulineaux, a été désigné comme mandataire pour assurer la tenue des comptes de propriétaires d'actions nominatives.

Capitaux propres

L'évolution des capitaux propres de la société se présente comme suit :

VARIATION DES CAPITAUX PROPRES en k€	Capital	Primes	Réserves	Résultat	Total
CAPITAUX PROPRES au 1er avril 2010	**2 772**	**21 314**	**8 163**	**609**	**32 858**
Affectation du résultat au 31/03/2010			609	-609	0
Augmentation de capital (Stock-Options)					0
Résultat de l'exercice				1 386	1 386
CAPITAUX PROPRES au 31 mars 2011	**2 772**	**21 314**	**8 772**	**1 386**	**34 244**
CAPITAUX PROPRES au 31 mars 2011	**2 772**	**21 314**	**8 772**	**1 386**	**34 244**
Affectation du résultat au 31/03/2011			1 386	-1 386	0
Augmentation de capital (Stock-Options)	41	946			987
Résultat de l'exercice				-763	-763
CAPITAUX PROPRES au 31 mars 2012	**2 813**	**22 260**	**10 158**	**-763**	**34 468**

12. Stock-options

Les tableaux présentés ci-après donnent le détail des plans relatifs à l'actionnariat salarié en vigueur.

	Options de souscription d'actions					
	Plan n° 1	**Plan n° 2**	**Plan n° 3**	**Plan n° 4**	**Plan n° 5**	**Plan n° 6**
Date de l'assemblée générale	28/09/2006	28/09/2006	27/09/2007	22/09/2009	22/09/2009	29/07/2010
Date du Conseil d'administration	03/10/2006	14/05/2007	19/02/2008	21/10/2009	06/07/2010	14/02/2011
Nb total d'options autorisées	75 000	221 000	106 000	246 700	69 000	36 000
Nb total d'options restantes au 31/03/11	18 000	148 000	52 100	180 600	64 000	36 000
Nb d'options exercées au cours de l'exercice	15 000	145 000	5125	0	0	0
Nb d'options supprimée au cours de l'exercice	2 000	1 000	9 500	52 400	50 000	0
Nb total d'options restantes au 31/03/12	1 000	2 000	37 475	128 200	14 000	36 000
Périodes d'exercice des options						
1ère période du	03/10/2008	14/05/2009	19/02/2010	21/10/2011	06/07/2012	14/02/2013
au	02/10/2009	13/05/2010	18/02/2011	20/10/2012	05/07/2013	13/02/2014
2ème période du	03/10/2009	14/05/2010	19/02/2011	21/10/2012	06/07/2013	14/02/2014
au	02/10/2010	13/05/2011	18/02/2012	20/10/2013	05/07/2014	13/02/2015
3ème période du	03/10/2010	14/05/2011	19/02/2012	21/10/2013	06/07/2014	14/02/2015
au	02/10/2016	13/05/2017	18/02/2018	20/10/2019	05/07/2020	13/02/2021
Condition d'exercice des options						
1ère période	50 % du nombre total des options pouvant être souscrites					
2ème période	75 % du nombre total de bons pouvant être souscrites					
3ème période	100 %du nombre total de bons pouvant être souscrites					
Prix de souscription des options	6,90	5,88	6,06	5,03	5,86	6,61

13. Emprunts et dettes financières

La société n'a aucun emprunt au 31 mars 2012. Sont inscrits au bilan dans les dettes financières les découverts bancaires d'un montant non significatif.

14. État des Provisions et Dépréciations

en k€	Provision pour risques	Provision pour charges	Dépréciation sur stock	Dépréciation sur comptes clients	Dépréciation sur autres créances
Au 31 mars 2011	**78**	**333**	**1 000**	**1 870**	**0**
Dotations	2 405	-217	159	1 239	0
Reprises	-155	-96	-260	-863	0
Au 31 mars 2012	**2 328**	**20**	**900**	**2 245**	**0**

Conformément à ses principes comptables chacun des litiges connus ont fait l'objet d'un examen à la date d'arrêté des comptes et les provisions nécessaires ont été constituées pour couvrir les risques estimés.

Parmi les principaux risques auxquels la Société est exposée, figurent les litiges ci-après :

Rue du Commerce s'est vue notifier le 14 novembre 2005 par l'administration fiscale un redressement en matière de TVA au titre des années 2002, 2003 et 2004 d'un montant total de 2 488 milliers d'euros. A l'appui de sa décision, l'administration fiscale a cru pouvoir remettre en cause le droit à déduction de la TVA que Rue du Commerce avait payée à certains fournisseurs au motif que ceux-ci s'étaient abstenus de la reverser au Trésor Public.

Après analyse des fondements de ce redressement, Rue du Commerce a introduit une requête introductive d'instance devant la Cour Administrative d'Appel de Versailles le 5 avril 2012 et demande le dégrèvement pur et simple de l'ensemble des rappels de TVA et des pénalités qui avaient été mis en recouvrement et acquittés par la Société en août 2007.

Rue du Commerce a reçu au cours de l'exercice écoulé une assignation en justice de la part d'un concurrent, prétendant être victime de contrefaçon et de concurrence déloyale. Le concurrent a été débouté par jugements en référé en date du 8 novembre 2011 mais a fait appel au fonds.

Rue Du Commerce a reçu en date du 21 décembre 2011 une assignation en justice de la part d'une organisation syndicale suite à une interprétation divergente entre ce syndicat et la société d'un article de la Convention Collective de la Vente à Distance. Le jugement est prévu en juillet 2012.

15. Avantages du personnel

Plan d'intéressement des salariés au capital

Il n'existe pas, à l'exception des plans de stock-options détaillés plus haut et de la participation légale, de plan d'intéressement des salariés au capital.

Pensions et autres avantages postérieurs à l'emploi

L'engagement pour indemnités de fins de carrière est calculé sur la base d'hypothèses actuarielles.

Les hypothèses retenues pour le calcul de l'engagement au 31 mars 2012 sont les suivantes :

a) Taux d'actualisation : Le taux de référence pour des régimes du type des IFC est le taux des obligations d'entreprise de haute qualité de maturité 10 ans, soit 4,00%

b) l'application des dispositifs de la loi Fillon, dans le cas général, les employés doivent cumuler un nombre d'années de service prédéfini afin de bénéficier de leur retraite légale à taux plein. Le nombre d'années de service requis est fonction de l'année de départ à la retraite comme suit :

Retraite en 2010,	40,50	années de service,
Retraite en 2011,	40,75	années de service,
Retraite après 2012,	41,00	années de service.

L'âge moyen de la population bénéficiaire étant de 30 ans, les salariés partiront en moyenne à la retraite après 2012. En faisant l'hypothèse que l'âge de début de carrière est de 21 ans pour les non cadres et 23 ans pour les cadres, l'âge de départ à la retraite serait donc de 62 ans pour les non cadres et 64 ans pour les cadres.

c) l'application de taux d'augmentation des salaires différentiés pour les cadres et les non cadres de respectivement 3% et 3% (inflation comprise)

d) Table de mortalité : la table TV 88-90 a été retenue

e) Probabilité de présence à l'âge de départ en retraite : l'application du taux défini par tranche d'âge a été retenu de la manière suivante :

Tranches d'âge	Probabilité de présence
de 18 à 39 ans	20%
de 40 à 49 ans	50%
de 50 à 59 ans	99%
60 ans et au-delà	100%

f) Taux de charges patronales : 45%.

Ces hypothèses conduisent à l'évaluation de l'engagement pour indemnités de fin de carrière de 176 milliers d'euros au 31 mars 2012. Ce dernier n'est pas provisionné dans les comptes sociaux, et apparaît donc dans les engagements hors bilan.

Droit Individuel de formation

Le volume d'heures de formation n'ayant pas donné lieu à demande s'élève à 15.576 heures au 31 mars 2012

.

16. Rémunération des dirigeants et des organes de Direction

Le montant des rémunérations allouées aux organes de direction à raison de leurs fonctions au sein de la société s'élève, au titre de l'exercice clos le 31 mars 2012, à 213 milliers d'euros.

(en euros)	31/03/11	31/03/12
Gauthier PICQUART – Président Directeur Général		
Rémunération Fixe	204 000	204 000
Rémunération Variable	0	0
Avantages en nature	9 453	9 250
TOTAL	**213 453**	**213 250**

Aucun jeton de présence n'a été versé aux membres des organes de direction au titre des trois derniers exercices clos.

Les membres des organes de direction et les administrateurs non membres des organes de direction ne bénéficient d'aucun stock-option ou titre donnant accès au capital.

Les membres des organes de direction ne bénéficient de même d'aucun engagement pris par la société et correspondant à des éléments de rémunération, des indemnités ou des avantages dus ou susceptibles d'être dus à la cessation ou du changement de leurs fonctions, ou postérieurement à celles-ci.

17. Engagements et éventualités

Engagement en matière de pensions et retraites: 176 milliers d'euros (cf § 15)

Effets escomptés et non échus : néant
Avals et cautions reçus par le groupe : néant
Avals et cautions données par le groupe : néant

Engagements de paiement futurs	A 1 an au +	A + d'1 an et à 5 ans au +	A + de 5 ans
Engagements commerciaux, obligations contractuelles			
Baux			
- Locaux à Saint Ouen (93)	351	2 286	481
- Locaux à Aix (93)	62	0	0
- Locaux à Lyon (69)	26	7	0

18. Effectif moyen salarié

	31/03/10	31/03/11	31/03/12
Hommes	174	150	144
Femmes	165	146	134
TOTAL	**339**	**296**	**278**
Contrats à durée indéterminée	293	265	245
Contrats à durée déterminée	46	31	33
TOTAL	**339**	**296**	**278**
Cadres	119	99	91
Employés	220	197	187
TOTAL	**339**	**296**	**278**

19. Informations relatives aux parties liées

Tableau des filiales et participation

Filiales et participations	Maxidome
forme juridique	sas
Capital Social	37 000
Réserves & Report à nouveau	(12 306)
Quote-part du capital détenu en %	100%
Valeur brute des titres détenus	37 000
Valeur nette des titres détenus	37 000
Prêts et avances consenties par la société	0
Cautions et avals donnés par la société	néant
Chiffre d'affaires H.T. 31/03/10	0
Résultat 31/03/12	(3 561)

Aucun dividende n'a été perçu de la filiale au cours des trois derniers exercices.

La société Maxidome n'a eu aucune activité commerciale.

20. Politique de gestion des risques financiers

Risque de taux d'intérêt et de liquidité

Historiquement, la Société a financé sa croissance grâce à ses actionnaires, la Société n'ayant recours à l'endettement que de manière ponctuelle et pour financer des projets précis.

Au cours de l'exercice clos le 31 mars 2012, la Société disposait de facilités de trésorerie accordées à court terme, qui n'ont été que partiellement utilisées, et consenties par les banques LCL (2 millions d'euros), HSBC (1 million d'euros) et OBC (1 million d'euros).

Les facilités de trésorerie accordées par les banques sont renouvelées et renégociées chaque année. Des discussions ont lieu au cours du mois d'octobre pour renouveler les facilités de trésorerie permettant de couvrir les besoins de financement maximum estimés pour l'exercice en cours. La facilité de caisse LCL a ainsi été portée à 10 millions d'euros pour la période 15/10/2011 au 16/01/2012.

Compte tenu de sa position de trésorerie, la Société n'est actuellement exposée à aucun risque de liquidité, ni à un quelconque risque de taux d'intérêt.

Risque sur actions

Il n'existe pas de risque significatif lié à une fluctuation du marché boursier dans la mesure où la trésorerie de la société est placée en produits monétaires sans risques.

Risque de change

La société n'a aucune position nette dans une quelconque devise étrangère au 31 mars 2012.

La Société estime que le risque de change auquel elle est exposée dans le cadre de son activité n'est pas significatif, dans la mesure où elle réalise plus de 95% de ses achats en euros et moins de 5% en dollars américains, répercutant intégralement sur son prix de vente les variations éventuelles du dollar. Le chiffre d'affaires, les charges d'exploitation, les dépenses d'investissement, actifs et passifs de la Société sont libellés en euros.

Cependant, une hausse significative du dollar américain au détriment de l'euro pourrait avoir une incidence directe sur les prix des produits et donc sur l'activité de la Société. En effet, la plupart des produits vendus par la Société sont fabriqués en Asie et aux Etats-Unis d'Amérique et sont vendus à des importateurs européens sur la base du dollar américain.

Risque de crédit

La société n'entretient de relations commerciales qu'avec des tiers dont la santé financière est avérée (pour la partie de vente administrations). Par ailleurs, les soldes clients font l'objet d'un suivi permanent, et par conséquent, l'exposition de la société aux créances irrécouvrables n'est pas significative.

21. Evénements postérieurs à la date de clôture

Il n'existe à la date d'établissement du présent rapport aucun élément important susceptible d'être signalé pouvant avoir une influence significative sur la marche de l'entreprise et sur les états financiers clos au 31 mars 2012.

Comptes Consolidés

Groupe Rue du Commerce

31 mars 2012

1. COMPTE DE RESULTAT CONSOLIDE

En milliers d'euros

	notes	12 mois 31/03/2011	12 mois 31/03/2012
Produits des activités ordinaires	4	312 445	290 893
dont Ventes de marchandises		290 783	267 035
dont Prestations de services		21 662	23 858
Autres produits de l'activité	5	86	88
Achats consommés		-259 941	-239 543
Marge Brute		52 590	51 438
Charges de personnel	5	-13 970	-14 230
Charges externes		-31 046	-31 668
Impôts et taxes		-1 287	-1 282
Dotations aux amortissements		-1 424	-1 274
Dépréciations et dotations nettes aux provisions		-1 107	-1 302
Autres produits de l'exploitation		99	34
Autres charges de l'exploitation		-297	-553
Résultat Opérationnel Courant		**3 558**	**1 163**
Autres produits opérationnels	7	0	0
Autres charges opérationnelles	7	-1 992	-2 839
Résultat Opérationnel		**1 566**	**-1 676**
Produits de trésorerie et d'équivalents de trésorerie		175	393
Coût de l'endettement financier brut		-2	-1
Coût de l'endettement financier net		**173**	**392**
Autres produits financiers		170	99
Autres produits charges financières		-187	-219
Résultat avant impôt		**1 723**	**-1 404**
Charges d'impôt sur le résultat	8	-566	429
Résultat Net des activités ordinaires poursuivies de l'exercice		**1 157**	**-975**
Résultat des activités arrêtées ou en cours de cession		0	0
Résultat de l'exercice		**1 157**	**-975**
Part Groupe		1 157	-975
Intérêts Minoritaires			
	Notes	**31/03/2011**	**31/03/2012**
Nombre moyen d'actions sur l'exercice	9	11 089 748	11 124 113
Résultat par action		**0,10 €**	**-0,09 €**
Dilution : nombre potentiel d'actions nouvelles		11 588 448	11 342 788
Résultat dilué par action		**0,10 €**	**-0,09 €**

2. GAINS OU PERTES COMPTABILISES DIRECTEMENT EN CAPITAUX PROPRES

en milliers d'euros

Etat du résultat net et des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres	31/03/2011	31/03/2012
Résultat net	**1 157**	**-975**
Ecarts de conversion		
Réévaluation des instruments dérivés de couverture		
Réévaluation des actifs financiers disponibles à la vente		
Réévaluation des immobilisations		
Ecarts actuariels sur les régimes à prestations définies		
Quote-part des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres des entreprises mises en équivalence		
Impôts		
Total des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres	**0**	**0**
Résultat net et gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres	1 157	-975
Dont part du Groupe	1 157	-975
Dont part des intérêts minoritaires	0	0

3. BILAN CONSOLIDE

(en milliers d'euros)

ACTIF	notes	31/03/2011	31/03/2012
Écarts d'acquisition	10	91	91
Immobilisations Incorporelles	10	396	173
Immobilisations Corporelles	10	1 124	922
Immobilisations Financières	10	314	367
Actifs d'impôts différés	8	105	138
Autres actifs non courants		0	0
ACTIF NON COURANT		**2 030**	**1 690**
Stock et en cours	11	20 892	24 965
Créances clients et comptes rattachés (net)	12 & 16	17 614	15 503
Autres créances et comptes de régularisation	12 & 16	10 207	11 319
Trésorerie et équivalents de trésorerie	13	18 035	18 271
ACTIF COURANT		**66 748**	**70 058**
TOTAL ACTIF		**68 777**	**71 748**

(en milliers d'euros)

PASSIF	notes	31/03/2011	31/03/2012
Capital	14	2 772	2 814
Réserves liées au capital	14	23 346	24 344
Réserves consolidées	14	6 750	7 904
Résultat de l'exercice	14	1 156	-975
CAPITAUX PROPRES	14	**34 024**	**34 087**
Emprunts portant intérêt (part à + un an)	15	0	0
Passif d'impôts différés	7	42	0
Provision pour risques et Charges	16 & 17	543	2 525
Autres passifs non courants		0	0
PASSIF NON COURANT		**585**	**2 525**
Emprunts portant intérêt (part à – d'un an)	18	42	0
Fournisseurs et comptes rattachés (net)	18	22 160	23 849
Autres créditeurs et comptes de régularisation	18	11 965	11 287
PASSIF COURANT		**34 167**	**35 136**
TOTAL PASSIF		**68 777**	**71 748**

4. TABLEAU DE FLUX DE TRESORERIE CONSOLIDES

en milliers d'euros

	notes	31/03/2011	31/03/2012
Résultat net consolidé des entreprises intégrées		1 156	-975
Résultat des minoritaires		0	0
Résultat net consolidé y compris intérêts minoritaires		1 156	-975
+ / - amortissements et provisions		1 003	3 531
+ / - charges et produits liés aux stocks options et assimilés	14	-82	45
+ / - (Plus)/moins values de cession		21	-1
+ / - autres charges et produits		0	0
Capacité d'autofinancement après endettement financier net et impôt		2 098	2 600
+ / - coûts de l'endettement financier net		173	-392
+ / - charge d'impôts (y compris impôts différés) (accroi.)/réduction	8	567	-429
Capacité d'autofinancement avant endettement financier net et impôt		2 838	1 779
+ / - impôt versé / encaissé		970	-1 269
- Variation du besoin en fonds de roulement lié à l'activité		-2 628	-759
Flux nets de trésorerie générés par l'activité		1 179	-249
Décaissements liés aux acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles	10	-745	-850
Encaissements liés aux cessions d'immobilisations corporelles et incorporelles		50	0
Variation des prêts et avances		7	-53
+ / - incidence des variations de périmètre		0	0
Flux nets de trésorerie liés aux opérations d'investissement		-688	-903
+ / - Augmentation de capital en numéraire	14	0	987
- Dividendes versés aux actionnaires de la société mère		0	0
- Dividendes versés aux minoritaires des sociétés intégrées		0	0
+ / - acquisitions d'actions en propre		-31	7
Redevances de crédit-bail		0	
+ / - Ecarts de conversion		0	0
+ / - variation des comptes courants		0	0
+ / - Emissions ou remboursements d'emprunts		0	0
Produits financiers nets		-173	392
Flux nets de trésorerie liés aux opérations de financement		-205	1 386
Variation de trésorerie		287	234
Trésorerie d'ouverture		17 748	18 036
Trésorerie de Clôture		18 036	18 270
Variation de trésorerie		287	234

5. TABLEAU DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDES

En milliers d'euros

VARIATION DES CAPITAUX PROPRES	Capital	Primes & Réserves	Résultat Part groupe	Gains ou pertes directement comptabilisés en CP	Total
CAPITAUX PROPRES au 1er avril 2010	2 772	29 786	403	0	32 961
Affectation du résultat au 31/03/2010		403	-403		0
Augmentation de capital (Stock-Options)					0
Impact IFRS sur les réserves (Stock-Options)		-82			-81,7
Annulation actions propres		-11			-11
Gains ou pertes comptabilisés en CP					0
Résultat consolidé			1 156		1 156
CAPITAUX PROPRES au 31 mars 2011	2 772	30 096	1 156	0	34 024
CAPITAUX PROPRES au 1er avril 2011	2 772	30 096	1 156	0	34 024
Affectation du résultat au 31/03/2010		1 156	-1 156		0
Augmentation de capital (Stock-Options)	41	946			987
Impact IFRS sur les réserves (Stock-Options)		45			45
Annulation actions propres		6			6
Gains ou pertes comptabilisés en CP				0	0
Résultat consolidé			-975		-975
CAPITAUX PROPRES au 31 mars 2012	2 814	32 248	-975	0	34 087

6. ANNEXE AUX ETATS FINANCIERS CONSOLIDES – EXERCICE CLOS LE 31 MARS 2012

1. Informations relatives à l'entreprise

En date du 27 juin 2012, le conseil d'administration a arrêté et autorisé la publication des états financiers consolidés de Rue du Commerce pour l'exercice clos le 31 mars 2012. Rue du Commerce est une société anonyme cotée à Paris au compartiment C d'Euronext.

Rue du Commerce s'est spécialisée lors de sa création en 1999 dans la distribution exclusivement en ligne de produits high tech à destination des particuliers (BtoC), puis des administrations et entreprises (BtoB). En juillet 2007 Rue du Commerce a progressivement étendu ses activités en fédérant des sites marchands renforçant son offre de produits dans l'électroménager, la mode, la beauté, la maison, le sport et bricolage, les jeux et jouets et les voyages. Depuis septembre 2009, Rue du Commerce présente une offre de biens culturels.

Rue du Commerce exploite à ce jour deux sites marchands, www.rueducommerce.com et www.topachat.com.

2. Évènements significatifs de l'exercice

Messieurs Gauthier Picquart et Patrick Jacquemin, actionnaires fondateurs de la société, et la société Apax Partners ont annoncé le 27 octobre 2011 avoir conclu un accord avec la société Altacom, une filiale d'Altarea Cogedim. A l'issue de la mise en œuvre de cet accord, le 12 décembre 2012, Altacom détenait 28,64% du capital social de RueduCommerce.

Parallèlement à l'accord conclu avec les dirigeants et Apax Partners, Altarea Cogedim a annoncé le même jour, 27 octobre 2011, un projet d'offre publique d'achat via sa filiale Altacom, portant sur le solde des actions RueduCommerce qu'elle ne détiendrait pas à la date d'ouverture de l'Offre au prix unitaire de 9 euros.

A l'issue de l'OPA achevée le 21 février 2012, le Groupe Altarea Cogedim détient 96,5% du Groupe Rue du Commerce.

3. Principes comptables

Principes de préparation des états financiers

Les principes comptables retenus pour la préparation des comptes consolidés sont conformes aux normes et interprétations IFRS telles qu'adoptées par l'Union Européenne au 31 mars 2012 et disponibles sur le site http://ec.europa.eu/internal_market/accounting/ias_fr.htm#adopted-commission.

Les normes comptables internationales comprennent les normes IFRS, les normes IAS (International Accounting Standards) ainsi que leurs interprétations (IFRIC et SIC).

Les comptes consolidés de la période sont présentés en milliers d'euros et sont établis suivant les mêmes méthodes comptables et les mêmes modalités d'estimation que celles utilisées pour les comptes consolidés au 31 mars 2011, à l'exception de l'adoption des nouvelles normes et interprétations suivantes :

Titre	Date d'application de la norme	Adoption par l'Union Européenne	Statut
Normes et interprétations obligatoires au 31 mars 2012			
Amendement d'IAS 32 – *Classement des émissions de droits*	1er février 2010	OUI	Sans incidence sur les comptes du Groupe
IAS 24 révisée– *Information relative aux parties liées*	1er janvier 2011	OUI	Sans incidence sur les comptes du Groupe
IFRIC 19 – *Extinction de passifs financiers avec des instruments de capitaux propres*	1er juillet 2010	OUI	Sans incidence sur les comptes du Groupe
Amendements d'IFRIC 14 – *Paiements d'avance d'exigences de financement minimal*	1er janvier 2011	OUI	Sans incidence sur les comptes du Groupe
Améliorations aux IFRS – mai 2010	Variable selon les amendements	OUI	Sans incidence sur les comptes du Groupe

L'application de ces normes et interprétations n'ont pas eu d'incidence sur les comptes du Groupe.

Nouvelles normes, amendements et interprétations adoptées par l'Union Européenne et qui ne sont pas d'application obligatoire :

Titre	Date d'application de la norme	Adoption par l'Union Européenne	Date d'endossement UE réelle ou attendue	Statut
Normes et interprétations qui ne sont pas d'application obligatoire au 31 mars 2012				
Amendment to IFRS 7 Financial instruments : Disclosures – Transfers of financial assets	1er juillet 2011	OUI	JO UE-23 novembre 2011	Pas d'application anticipée pour le Groupe
IFRS 9 Financial instruments (issued in 2009)	1er janvier 2015	NON	Reporté	Pas d'application anticipée pour le Groupe
IFRS 9 Financial instruments (issued in 2010)	1er janvier 2015	NON	Reporté	Pas d'application anticipée pour le Groupe
IAS 19 – Employee benefits	1er janvier 2013	NON	Reporté	Pas d'application anticipée pour le Groupe
Amendment IAS 1 – Presentation of financial statements – presentation if items of other comprehensive income	1er juillet 2012	NON	Reporté	Pas d'application anticipée pour le Groupe

Le groupe n'a pas appliqué ces normes par anticipation et ne devrait pas être impacté par leur mise en vigueur.

Les comptes consolidés du Groupe sont établis selon le principe du coût historique, à l'exception des instruments financiers dérivés et actifs financiers disponibles à la vente, qui sont évalués à leur juste valeur.

Recours à des estimations et des hypothèses

La préparation des états financiers selon les IFRS nécessite de la part de la Direction d'effectuer des estimations et de faire des hypothèses qui ont un impact sur l'application des méthodes comptables et sur les montants des actifs et des passifs, des produits et des charges. Les estimations et hypothèses sous jacentes sont réalisées à partir de l'expérience passée et d'autres facteurs considérés comme raisonnables au vu des circonstances. Elles servent ainsi de base à l'exercice du jugement rendu nécessaire à la détermination des valeurs comptables d'actifs et de passifs, qui ne peuvent être obtenues directement à partir d'autres sources. Les valeurs réelles peuvent être différentes des valeurs estimées.

Les estimations et hypothèses sous-jacentes sont réexaminées de façon continue. L'impact des changements d'estimation comptable est comptabilisé au cours de la période du changement s'il n'affecte que cette période, ou au cours de la période du changement et des périodes ultérieures si celles-ci sont également affectées par le changement.

Les principaux postes comptables concernés par des estimations ou hypothèses sont les suivants :

- Dépréciation des comptes clients et du stock (dépréciation statistique) ;
- Estimations des remises de fin d'année ;
- Provisions pour risques et charges.

Principes de consolidation

Les états financiers de Rue du Commerce sont préparés sur la base des méthodes comptables homogènes au sein du groupe.

Tous les soldes et transactions intragroupes ainsi que les produits, les charges et les résultats latents qui sont compris dans la valeur comptable d'actifs, provenant de transactions internes, sont éliminés en totalité.

Le périmètre de consolidation comprend l'ensemble des sociétés contrôlées de façon durable et exclusive par Rue du Commerce. Toutes les sociétés sont consolidées par intégration globale.

La société consolidante est Rue du Commerce SA.

Les états financiers de la filiale sont établis à la même date de reporting que la société mère et en utilisant les mêmes méthodes comptables. Les sociétés incluses dans le périmètre de consolidation sont consolidées sur la base des comptes annuels, arrêtés au 31 mars 2012.

Au 31 mars 2012, le périmètre de consolidation se présente comme suit :

SOCIETE	SIEGE	N° SIREN	PAYS	% de contrôle	% d'intérêt	Méthode de consolidation
RUE DU COMMERCE SA	44-50 avenue du capitaine Glarner 93585 Saint Ouen	422 797 720	France	Société mère	Société mère	IG *
Maxidome SAS	44-50 avenue du capitaine Glarner 93585 Saint Ouen	492 829 569	France	100%	100%	IG *
(*) IG : Intégration globale						

Conversion des monnaies étrangères

La monnaie fonctionnelle et de présentation de Rue de Commerce et de sa filiale est l'euro (€). Les opérations en monnaies étrangères sont initialement enregistrées dans la monnaie fonctionnelle au taux de change en vigueur à la date de la transaction. A la date de clôture les actifs et passifs monétaires libellés en monnaies étrangères sont convertis dans la monnaie fonctionnelle au taux de change en vigueur à la date de clôture. Tous les écarts sont enregistrés dans le compte de résultat.

Écart d'acquisition

A la date d'acquisition, l'écart d'acquisition est évalué initialement à son coût, celui-ci étant l'excédent du coût du regroupement d'entreprises sur la part d'intérêt de l'acquéreur dans la juste valeur nette des actifs identifiables acquis, des passifs et passifs éventuels assumés.

Lorsque le coût d'acquisition est inférieur à la quote-part d'intérêts de l'acquéreur dans les justes valeurs des actifs, passifs et passifs identifiables acquis, cet excédent est immédiatement comptabilisé dans le résultat de l'exercice d'acquisition.

Après la comptabilisation initiale, l'écart d'acquisition est évalué à son coût diminué du cumul des pertes de valeur.

Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles acquises séparément sont comptabilisées à leur coût. Les immobilisations incorporelles acquises dans le cadre d'un regroupement d'entreprise sont comptabilisées à leur juste valeur à la date de l'acquisition. Postérieurement à la comptabilisation initiale, les immobilisations incorporelles sont évaluées au coût diminué du cumul des amortissements et des pertes de valeur. Les immobilisations incorporelles créées en interne, à l'exception des coûts de développement, ne sont pas capitalisées, et les dépenses engagées sont comptabilisées en

résultat lorsqu'elles sont encourues. Le groupe apprécie si la durée d'utilité d'une immobilisation incorporelle est finie ou indéterminée.

Les immobilisations incorporelles ayant une durée de vie finie sont amorties sur la durée d'utilité économique et sont soumises à un test de dépréciation chaque fois qu'il existe une indication de perte de valeur.

Leur durée d'utilité est revue chaque année et les ajustements éventuels en résultant sont comptabilisés de manière prospective.

Les immobilisations incorporelles à durée de vie indéterminée sont soumises à des tests de perte de valeur chaque année, soit individuellement soit au niveau de l'unité génératrice de trésorerie à laquelle elles appartiennent. Ces immobilisations ne sont pas amorties.

Les immobilisations incorporelles comprennent :

- Les frais de création et du développement, dans les phases initiales, du site internet rueducommerce.com (totalement amortis à ce jour),
- des noms de domaine,
- des logiciels,
- des marques.

Les amortissements sont calculés selon le mode linéaire en fonction de la durée d'utilité estimée des immobilisations.

	Durée d'amortissement
Noms de domaine internet	Non amorti
Logiciels	1 an
Marque Top Achat	3 ans
Marque Alapage	3 ans
Site Alapage	3 ans

Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées à leur coût, à l'exclusion des coûts d'entretien courant, diminué du cumul des amortissements et des pertes de valeur.

L'amortissement est calculé selon la méthode linéaire, sur les durées d'utilité suivantes :

	Durées d'amortissement
Agencements et Installations	3 ans
Mobilier, matériel de bureau et inf.	3 ans
Central téléphonique (autocommutateur)	5 ans

Les valeurs comptables des immobilisations corporelles sont revues pour dépréciation lorsque des événements ou changements dans les circonstances indiquent que la valeur comptable pourrait ne pas être recouvrable. S'il existe un quelconque indice de cette nature et si les valeurs comptables excèdent la valeur recouvrable estimée, les actifs ou unités génératrices de trésorerie sont dépréciés pour être ramenés à leur valeur recouvrable.

La valeur recouvrable des immobilisations corporelles est la valeur la plus élevée entre le prix de vente net et la valeur d'utilité. Pour évaluer la valeur d'utilité, les flux de trésorerie futurs estimés sont actualisés en utilisant un taux d'actualisation avant impôt qui reflète les appréciations actuelles du marché de la valeur temps de l'argent et les risques spécifiques à l'actif.

Une immobilisation corporelle est dé-comptabilisée lors de sa sortie ou quand aucun avantage économique futur n'est attendu de son utilisation ou de sa sortie.

Dépréciation des actifs corporels et incorporels

Selon la norme IAS 36 « Dépréciation d'actifs », la valeur recouvrable des immobilisations corporelles et incorporelles est testée dès l'apparition d'indices de pertes de valeur, examinés à chaque clôture. Ce test doit être effectué au minimum une fois par an pour les actifs à durée de vie indéfinie.

Pour ce test de dépréciation, les immobilisations sont regroupées en Unités Génératrices de Trésorerie (UGT).

Les écarts d'acquisition ne génèrent pas des entrées de trésorerie et sont, par conséquent, alloués à des UGT ou au groupe d'UGT correspondant au niveau le plus fin de l'organisation pour lequel est opéré le suivi du retour sur investissement, soit dans le cas de Rue du Commerce l'entité juridique consolidante.

La valeur d'utilité de ces unités ou regroupement d'unités est déterminée par référence à des flux futurs de trésorerie nets, actualisés. Lorsque cette valeur est inférieure à la valeur nette comptable de ces unités ou regroupement d'unités, une perte de valeur est enregistrée pour la différence ; elle est imputée en priorité sur les écarts d'acquisition.

Contrairement aux éventuelles pertes de valeur affectées aux actifs corporels et incorporels amortissables, celles affectées à un écart d'acquisition sont définitives et ne peuvent être reprises au cours d'exercices ultérieurs.

Immobilisations financières

Les immobilisations financières correspondent aux dépôts et cautionnements, ainsi qu'aux prêts, et sont comptabilisées à leur valeur nominale. Les dépôts et cautionnements font l'objet d'une dépréciation lorsque leur valeur d'inventaire est inférieure à leur valeur probable de recouvrement. Les prêts sont des actifs financiers dont la comptabilisation et le suivi des valeurs sont décrits ci-après.

Actions propres

Si le groupe achète ses propres instruments de capitaux propres (actions propres), ceux-ci sont déduits des capitaux propres. Aucun profit ou perte n'est comptabilisé dans le compte de résultat lors de l'achat, de la vente, de l'émission ou de l'annulation d'instruments de capitaux propres du groupe, ni lorsqu'une dépréciation est constatée ou reprise.

Stocks

Les stocks sont évalués au prix unitaire moyen pondéré.

Conformément aux principes IAS 2, la valeur brute des stocks en fin de période (et donc le montant de la variation des stocks) tient compte des éléments suivants :

- Escomptes obtenus de la part des fournisseurs
- Remises, rabais, ristournes, obtenus des fournisseurs
- Frais de transport sur achats

Une dépréciation est constatée lorsque la valeur comptable des stocks à la clôture devient supérieure à la valeur nette de réalisation. La valeur nette de réalisation est déterminée en fonction des perspectives de ventes. Elle correspond au prix de vente estimé dans le cours normal de l'activité diminué des coûts estimés pour l'achèvement et des coûts estimés nécessaires pour réaliser la vente.

Actifs financiers

La société classe ses actifs financiers selon les catégories suivantes : prêts et créances d'une part, actifs à la juste valeur par le résultat d'autre part. Au 31 mars 2012, le groupe ne possédait aucun actif financier comptabilisé dans la catégorie des investissements détenus jusqu'à échéance.

La ventilation des actifs financiers entre actifs courants et actifs non courants est déterminée par leur échéance à la date d'arrêté suivant qu'elle est inférieure ou supérieure à un an.

Tous les achats / ventes normalisés d'actifs financiers sont comptabilisés à la date de transaction.

Prêts et créances

Lors de leur comptabilisation initiale, ces prêts et créances sont comptabilisés à la juste valeur majorée des coûts de transaction directement attribuables puis au coût amorti calculé à l'aide du taux de rendement effectif. La valeur inscrite au bilan comprend le capital restant dû, et la part non amortie des coûts de transaction directement attribuables à l'acquisition. Ils font l'objet d'un test de dépréciation en cas d'indication de perte de valeur. Une perte de valeur est comptabilisée si la valeur comptable d'un actif est supérieure à sa valeur recouvrable. Les pertes de valeur sont comptabilisées dans le compte de résultat.
La valeur recouvrable des prêts et créances est égale à la valeur des flux de trésorerie futurs estimés, actualisés au taux d'intérêt effectif d'origine des actifs financiers (c'est-à-dire au taux d'intérêt effectif calculé lors de la comptabilisation initiale). Les créances dont l'échéance est proche ne sont pas actualisées.

Actifs à la juste valeur par le résultat

Il s'agit d'actifs financiers détenus par la société à des fins de réalisation d'un profit de cession à court terme. Ces actifs sont évalués à la juste valeur avec enregistrement des variations de valeur en résultat. Classés en actifs courants dans les équivalents de trésorerie, ces actifs financiers comprennent notamment les valeurs mobilières de placement.

Passifs financiers

Les passifs financiers sont ventilés entre passifs courants et passifs non courants en fonction de leur échéance à la date d'arrêté suivant qu'elle est inférieure ou supérieure à un an.

Les passifs financiers sont essentiellement constitués de dettes d'exploitation. Ils sont comptabilisés au coût amorti en utilisant la méthode du taux d'intérêt effectif.

Les dettes d'exploitation ont des échéances inférieures à un an. Leurs valeurs nominales peuvent être considérées comme très voisines de leurs coûts amortis.

A l'exception des emprunts résultant du retraitement des contrats de location financement, la société n'a aucun prêt ou emprunt.

Clients et autres créances

Les créances clients sont reconnues et comptabilisées pour le montant initial de la facture déduction faite des dépréciations des montants non recouvrables. Une estimation du montant de créances douteuses est effectuée lorsqu'il n'est plus probable que la totalité de la créance pourra être recouvrée. Les créances irrécouvrables sont constatées en perte lorsqu'elles sont identifiées comme telles.

Les autres débiteurs sont des actifs non financiers. Le groupe apprécie à chaque clôture s'il existe une indication de perte de valeur pour chaque actif. En présence d'une telle présomption, ou lorsqu'un test de dépréciation annuel est requis pour un actif, le groupe fait une estimation de la valeur recouvrable de l'actif. Une dépréciation est enregistrée lorsque la valeur nette comptable de l'actif devient inférieure à sa valeur recouvrable.

Trésorerie et équivalents de trésorerie

La trésorerie et les dépôts à court terme comptabilisés au bilan comprennent la trésorerie en banque, la caisse et les dépôts à court terme ayant une échéance initiale de moins de trois mois.

Les équivalents de trésorerie comprennent des SICAV monétaires qui sont mobilisables ou cessibles à très court terme et ne représentant pas de risque significatif de changement de valeur. Tous les composants sont évalués à leur juste valeur.

Les découverts bancaires sont exclus des équivalents de trésorerie et classés au passif du bilan en emprunts et dettes financières courants.

Pour les besoins du tableau de flux de trésorerie consolidés, la trésorerie et les équivalents de trésorerie comprennent la trésorerie et les équivalents de trésorerie tels que définis ci-dessus, nets des découverts bancaires.

Provisions

Conformément à la norme IAS 37 « Provisions, passifs éventuels et actifs éventuels », une provision est comptabilisée lorsque, à la clôture de l'exercice, il existe une obligation du groupe à l'égard d'un tiers résultant d'un évènement passé dont le règlement devrait se traduire pour l'entreprise par une sortie de ressources représentatives d'avantages économiques.

L'estimation du montant figurant en provisions correspond à la sortie de ressources que le groupe devra probablement supporter pour éteindre son obligation. Si aucune évaluation fiable de ce montant ne peut être réalisée, aucune provision n'est comptabilisée; il s'agit d'un passif éventuel.

Les passifs éventuels correspondent à des obligations potentielles résultant d'évènements passés dont l'existence ne sera confirmée que par la survenance d'évènements futurs incertains qui ne sont pas totalement sous le contrôle de l'entreprise ou des obligations actuelles résultant d'évènements passés, mais qui ne sont pas comptabilisées car soit il n'est pas probable qu'une sortie de ressources représentatives d'avantages économiques sera nécessaire pour éteindre l'obligation, soit le montant ne peut être évalué avec une fiabilité suffisante. Ils font l'objet d'une information en annexe.

La charge liée à la provision est présentée dans le compte de résultat nette de tout remboursement. Si l'effet de la valeur temps de l'argent est significatif, les provisions sont déterminées en actualisant les flux futurs de trésorerie attendus à un taux d'actualisation avant impôt qui reflète les appréciations actuelles par le marché de la valeur temps de l'argent et, le cas échéant, les risques spécifiques au passif. Lorsque la provision est actualisée, l'augmentation de la provision liée à l'écoulement du temps est comptabilisée comme un coût d'emprunt.

Pensions et autres avantages postérieurs à l'emploi

IAS 19 impose de provisionner les avantages accordés au personnel et qui lui sont versés à une date future, si ces avantages sont gérés dans le cadre de régimes à prestations définies. Dans le cas de Rue du Commerce, il s'agit de la provision pour Indemnités de Départ en Retraite.

Contrats de location

Les contrats de location-financement qui transfèrent au groupe la quasi-totalité des risques et avantages inhérents à la propriété de l'actif loué sont comptabilisés au bilan au commencement du contrat de location à la juste valeur du bien loué ou, si celle-ci est inférieure, à la valeur actualisée des paiements minimaux au titre de la location. Les paiements au titre de la location sont ventilés entre la charge financière et l'amortissement de la dette de manière à obtenir un taux d'intérêt périodique constant sur le solde restant dû au passif. Les charges financières sont enregistrées directement au compte de résultat.

Les actifs faisant l'objet d'une location-financement sont amortis sur la plus courte de leur durée d'utilité ou de la durée du contrat.

Les contrats de location dans lesquels le bailleur conserve la quasi-totalité des risques et avantages inhérents à la propriété de l'actif sont classés en tant que contrats de location simple. Les coûts indirects initiaux engagés lors de la négociation du contrat de location simple sont ajoutés à la valeur

comptable de l'actif loué et comptabilisés sur la période de location sur les mêmes bases que les revenus locatifs. Les paiements au titre des contrats de location simple sont comptabilisés en charge dans le compte de résultat sur une base linéaire jusqu'à l'échéance du contrat.

Produits des activités ordinaires

Ventes de produits livrés par Rue du Commerce : Le chiffre d'affaires est reconnu au moment de l'expédition des produits.

Ventes de la Galerie : La commission est constatée à la livraison des marchandises par le partenaire.

Ventes de services : Le chiffre d'affaires des services associés aux produits, services dont la prestation est assurée par un partenaire, est reconnu à l'expédition des produits. Le chiffre d'affaires des services associés aux produits, services dont la prestation est assurée par Rue du Commerce, est pris à l'avancement au cours de la période sur laquelle le service est offert.

Prestations publicitaires : Le chiffre d'affaires de la régie est reconnu lorsque la publicité a été diffusée sur un ou plusieurs sites du Groupe Rue du Commerce.

- En application de la norme IAS 18, la société impute chaque année en diminution du prix d'achat des marchandises vendues les remises de fin d'années, semestrielles ou trimestrielles ou de protections de prix qu'elle facture à ses fournisseurs en vertu d'accords cadres marketing conclus avec ces derniers. Ce montant pour l'exercice clos le 31 mars 2012 s'élève à 2 861 milliers d'euros.

- De même, le chiffre d'affaires publicitaire facturé en échange de prestations publicitaires auprès du même partenaire (échange de bannières) est comptabilisé en moins de ces mêmes dépenses publicitaires. Ce montant pour l'exercice clos le 31 mars 2012 s'élève à 221 milliers d'euros.

- Ces deux reclassements sont effectués depuis la date de transition aux IFRS et l'indication des montants reclassés (3.082 milliers d'euros) permet de comprendre l'essentiel de la différence entre le chiffre d'affaires social et le chiffres d'affaires consolidé.

Les réductions accordées aux clients lors de la vente sont immédiatement déduites du prix de vente.

A la clôture de chaque exercice, la société enregistre dans le poste « avoirs à émettre » le montant total des bons d'achats adressés à ses clients, encore valides, et non utilisés.

Dans le cadre de l'application de la norme IAS 18 : produit des activités ordinaires, la société a été amenée à identifier l'impact sur le chiffre d'affaires des éléments suivants :

- ***Délai de rétractation :*** la société accordant à ses clients un délai de rétractation de 15 jours, il a été tenu compte de la perte de marge potentielle pouvant résulter du retour de produits, dans le cadre de la mise en œuvre de cette faculté de rétractation.

- ***Produits défectueux :*** la société assure la réparation des produits défectueux pendant la période de garantie pour le compte de ses clients. Elle bénéficie des mêmes conditions de garantie auprès de ses fournisseurs. Toutefois, il arrive que dans certains cas le traitement des produits défectueux se traduise par un coût net pour la société :
  - quand il n'est économiquement pas rentable de faire réparer le produit –notamment dans le cas d'importations en provenance d'Asie,
  - lorsque celui-ci est abîmé mais a malgré tout été accepté en retour en provenance du client.

  Conformément aux principes IFRS, la société calcule sur une base statistique le coût de ce service, pour les produits vendus mais non encore retournés.

- ***Remboursement de la différence :*** la société propose à ses clients le remboursement de la différence sur tous les produits du site dans les 24 heures qui suivent l'achat et provisionne sur une base statistique l'en-cours existant à la clôture de l'exercice.

La prise en compte de ces trois derniers éléments n'a pas d'impact significatif sur le résultat.

Impôts

Les impôts différés sont comptabilisés suivant la norme IAS 12, en utilisant la méthode bilantielle du report variable (utilisation du dernier taux d'impôt futur voté à la date de clôture), pour toutes les différences temporaires existant à la date de clôture, entre les bases comptables et fiscales des actifs et passifs de chaque société du Groupe.

Les impôts différés sont revus à chaque arrêté comptable pour tenir compte notamment des incidences des changements de législation fiscale et de leurs perspectives de recouvrement.
Des actifs d'impôts différés sont comptabilisés pour les différences temporaires déductibles, les déficits fiscaux et les crédits d'impôts reportables, dans la mesure où il est probable qu'un bénéfice imposable sera disponible.

Pour apprécier l'existence d'un bénéfice imposable futur sur lequel imputer les actifs d'impôts différés, il est notamment tenu compte des éléments suivants :

§ Prévisions de résultats fiscaux futurs ;

§ Historique des résultats fiscaux des années précédentes ;

§ Existence de produits et de charges significatifs non-récurrents, inclus dans les résultats fiscaux passés, ne devant pas se renouveler à l'avenir.

Des passifs d'impôts différés sont comptabilisés pour toutes les différences temporaires imposables, sauf circonstances particulières justifiant de la non-constatation de cette dette potentielle. Les impôts différés ne sont pas actualisés.

4. Information sectorielle (IFRS 8)

2 segments sont examinés par la Direction afin de suivre les performances et l'allocation des ressources du Groupe. Il s'agit des activités stratégiques suivantes :

- Activité de Distributeur
- Activité de Galerie Marchande.

Ces 2 segments correspondent à 2 modes de fonctionnement de l'entreprise très différents :

Rue du Commerce, dans le cadre de son activité de distributeur, assure toute la chaîne du produit, depuis son référencement, son stockage, sa livraison, le traitement des retours et le SAV.

A l'inverse, Rue du Commerce n'assure pas ces prestations dans le cadre de son activité Galerie, mais perçoit des commissions de la part de ses partenaires, en rémunération de la présentation et de la vente des produits de ses partenaires sur les sites du Groupe.

Aucune ventilation du chiffre d'affaires par zone géographique n'est communiquée, les ventes réalisées en France représentant plus de 97% du chiffre d'affaires total.

Compte de résultat sectoriel

12 mois 31/03/2012	Distributeur	Galerie	Non affecté	Total
Ventes à des clients externes	281 548	9 345		290 893
Ventes intersecteurs	0	0		0
Chiffre d'affaires	**281 548**	**9 345**		**290 893**
RESULTAT OPERATIONNEL COURANT	**-592**	**1 754**		**1 162**
Autres produits opérationnels			0	0
Autres charges opérationnelles			-2 839	-2 839
RESULTAT OPERATIONNEL	**-592**	**1 754**	**-2 839**	**-1 677**
Produits de trésorerie ou d'équivalents de trésorerie			393	393
Coût de l'endettement financier brut			-1	-1
Autres produits financiers			99	99
Autres charges financières			-219	-219
RESULTAT AVANT IMPÔT	**-592**	**1 754**	**-2 566**	**-1 404**
Charges d'impôts			429	429
RESULTAT NET	**-592**	**1 754**	**-2 137**	**-975**

12 mois 31/03/2011	Distributeur	Galerie	Non affecté	Total
Ventes à des clients externes	306 864	5 581		312 445
Ventes intersecteurs	0	0		0
Chiffre d'affaires	**306 864**	**5 581**		**312 445**
RESULTAT OPERATIONNEL COURANT	**2 557**	**1 000**		**3 557**
Autres produits opérationnels			0	0
Autres charges opérationnelles			-1 992	-1 992
RESULTAT OPERATIONNEL	**2 557**	**1 000**	**-1 992**	**1 565**
Produits de trésorerie ou d'équivalents de trésorerie			175	175
Coût de l'endettement financier brut			-2	-2
Autres produits financiers			170	170
Autres charges financières			-187	-187
RESULTAT AVANT IMPÔT	**2 557**	**1 000**	**-1 835**	**1 722**
Charges d'impôts			-566	-566
RESULTAT NET	**2 557**	**1 000**	**-2 401**	**1 156**

Bilan sectoriel

Exercice clos le 31 mars 2012				
Actif	**Distributeur**	**Galerie**	**Non affecté**	**Total**
ACTIF NON COURANT	264	0	1 426	1 690
ACTIF COURANT	40 332	6 083	23 642	70 058
TOTAL ACTIF	**40 596**	**6 083**	**25 068**	**71 748**
Passif	**Distributeur**	**Galerie**	**Non affecté**	**Total**
CAPITAUX PROPRES	0	0	34 087	34 087
PASSIF NON COURANT	0	0	2 525	2 525
PASSIF COURANT	18 097	5 825	11 214	35 136
TOTAL PASSIF	**18 097**	**5 825**	**47 826**	**71 748**

Exercice clos le 31 mars 2011				
Actif	**Distributeur**	**Galerie**	**Non affecté**	**Total**
ACTIF NON COURANT	487	0	1 542	2 029
ACTIF COURANT	38 319	4 126	24 303	66 748
TOTAL ACTIF	**38 806**	**4 126**	**25 845**	**68 777**
Passif	**Distributeur**	**Galerie**	**Non affecté**	**Total**
CAPITAUX PROPRES	0	0	34 024	34 024
PASSIF NON COURANT	0	0	585	585
PASSIF COURANT	14 609	3 988	15 571	34 168
TOTAL PASSIF	**14 609**	**3 988**	**50 180**	**68 777**

5. Autres produits de l'activité

Autres produits

	31-mars-11	31-mars-12
Subventions publiques	39	11
Autres produits	47	76
Total Autres produits	**86**	**88**

Des subventions publiques ont été reçues pour favoriser l'emploi de certaines catégories du personnel.

6. Charges de personnel

	31-mars-11	31-mars-12
Salaires	10 757	9 800
Charges sociales	4 851	4 448
Participation des salariés	0	0
Coûts du PSE	-1 556	-63
Charges liées aux Stock-Options (cf note 14)	-82	45
Total Frais de personnel	**13 970**	**14 230**

7. Autres produits et charges opérationnels

	31-mars-11	31-mars-12
Autres produits opérationnels	0	0
Autres charges opérationnelles	-1 992	-2 839
Autres produits et charges opérationnels	**-1 992**	**-2 839**

Les autres charges opérationnelles présentent dans les comptes au 31/03/2011 sont relatives aux coûts du plan de sauvegarde de l'emploi mis en place en juin 2010.

Les autres charges opérationnelles présentent dans les comptes au 31/03/2012 sont relatives à une partie des frais d'OPA pris en charge par le Groupe et aux coûts estimés sur l'accompagnement du plan de sauvegarde de l'emploi mis en place en juin 2010 et sur des litiges prud'homme et salariaux.

8. Impôts sur le résultat

Le rapprochement entre l'impôt théorique sur le résultat et la charge d'impôt comptabilisée est le suivant pour l'exercice clos le 31 mars 2012 :

	Avril 11 - Mars 12
Résultat consolidé des sociétés intégrées avant impôt	-1 423
Taux d'impôt	33,33%
Impôt sur les sociétés théorique	-474
Impôt sur les sociétés comptabilisé sur l'exercice	-449
Ecart	-26

Décomposition de l'écart :

- Impôt relatif à des décalages permanents	-52
- Impact du retraitement des PMV sur actions propres	0
- Impact du retraitement des Stock-Options (IFRS 2)	-15
- Autres Impacts	0
- Non activation des ID sur déficits fiscaux RDC	-1
- Contribution sociale sur les bénéfices	42
Ecart	-

L'impôt différé actif s'analyse par nature comme suit :

	31/03/2011	Variation	31/03/2012
Différences temporelles fiscales	180	-13	167
Différences liées aux retraitements	132	113	246
Total base	313	100	413
Impôts Différés Actif	**104**	**33**	**138**
Taux d'impôt	*33,33%*		*33,33%*

L'impôt différé passif s'analyse par nature comme suit :

	31/03/2011	Variation	31/03/2012
Différences temporelles fiscales	0	0	0
Différences liées aux retraitements	-127	127	0
Total base	-127	127	0
Impôts Différés Passif	**-42**	**42**	**0**
Taux d'impôt	*33,33%*		*33,33%*

9. Résultats par action

Le résultat de base par action est calculé en divisant le résultat net de l'exercice attribuable aux actionnaires ordinaires de l'entité mère par le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation au cours de l'exercice.

Le résultat dilué par action est calculé en divisant le résultat net de l'exercice attribuable aux actionnaires ordinaires par le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation au cours de l'exercice (ajusté des effets des options dilutives et des actions préférentielles convertibles remboursables à dividende non cumulatif dilutives).

10. Immobilisations incorporelles, corporelles et financières

Valeurs brutes

	Ecart d'acquis.	Concession, brevets et droits similaires	Autres immob. Incorp.	Total Immob. Incorp.	Inst Générale, agenc.	Mat. Bureau, inform, divers	Total Immob. Corporelles	Immos Financières
Au 31 mars 2011	**91**	**125**	**3 941**	**4 066**	**989**	**3 954**	**4 943**	**314**
Acquisitions	0	0	259	**259**	0	590	**590**	**53**
Cessions	0	0	0	**0**	0	0	**0**	**0**
Au 31 mars 2012	**91**	**125**	**4 200**	**4 325**	**989**	**4 544**	**5 533**	**367**

Amortissements

	Ecart d'acquis.	Concession, brevets et droits similaires	Autres immob. Incorp.	Total Immob. Incorp.	Inst Générale, agenc.	Mat. Bureau, inform, divers	Total Immob. Corporelles	Immos Financières
Au 31 mars 2011	**0**	**53**	**3 617**	**3 670**	**892**	**2 927**	**3 819**	**0**
Dotations	0	51	431	**482**	71	722	**792**	**0**
Reprises	0	0	0	**0**	0	0	**0**	**0**
Au 31 mars 2012	**0**	**104**	**4 048**	**4 152**	**963**	**3 649**	**4 612**	**0**

Valeurs nettes

	Ecart d'acquis.	Concession, brevets et droits similaires	Autres immob. Incorp.	Total Immob. Incorp.	Inst Générale, agenc.	Mat. Bureau, inform, divers	Total Immob. Corporelles	Immos Financières
Au 31 mars 2011	**91**	**72**	**324**	**396**	**97**	**1 027**	**1 124**	**314**
Au 31 mars 2012	**91**	**21**	**152**	**173**	**26**	**895**	**922**	**367**

L'écart d'acquisition se rattache à l'activité CD & CO (vente aux administrations et aux écoles).

En l'absence d'indice de perte de valeur, aucune dépréciation de cet écart d'acquisition n'a été constatée dans les états financiers au 31 mars 2012
.

11. Stocks

	31/03/11	31/03/12
Valeur Brute	**21 892**	**25 864**
Dépréciation	(1 000)	(899)
Valeur Nette	**20 892**	**24 965**

12. Clients et autres débiteurs (courant)

	Brut 31/03/12	Depr.	Net 31/03/12	A 1 an au +	A + d'1 an et à 5 ans au +	A + de 5 ans	Net 31/03/11
Créances Clients et rattachées	17 748	-2 245	15 503	15 503	0	0	17 614
Autres débiteurs et comptes de régularisation	11 319	0	11 319	11 319	0	0	10 207
Total créances de l'actif circulant	**29 067**	**-2 245**	**26 822**	**26 822**	**0**	**0**	**27 821**

Au 31 mars 2012, la balance âgée des créances clients et rattachées se présente comme suit :

	net 31/03/12	Non échue	0 à 30 J	31 à 60 J	61 à 90 J	91 à 120 J	> 120 J
Créances Clients et rattachées	15 503	4 120	5 382	2 674	991	369	1 967

13. Trésorerie et équivalents de trésorerie

	31/03/11	31/03/12
Valeurs mobilières de placement	11 506	0
Disponibilités	6 529	18 271
Sous total	**18 035**	**18 271**
Emprunts court terme (découverts)	0	0
Trésorerie Nette	**18 035**	**18 271**

14. Capital émis et réserves

Capital social

Au 31 mars 2012, le capital de la société Rue du Commerce est composé de 11.254.873 actions ordinaires d'une valeur nominale de 0,25 euros.

L'évolution du capital social sur la période se présente comme suit :

Evolution du capital social	Nombre d'actions	Valeur nominale	Capital Social
Au 31 mars 2011	**11 089 748**	**0,25**	**2 772 437**
Augmentation de capital (conversion de stock-options)	165 125	0,25	41 281
Au 31 mars 2012	**11 254 873**	**0,25**	**2 813 718**

Contrat de liquidité et contrat de croissance externe

Depuis le 30 septembre 2005 et pour une durée de 1 an renouvelable par tacite reconduction, la société RUE DU COMMERCE a confié la mise en œuvre d'un contrat de liquidité à PORTZAMPARC S.A.

Pour la mise en œuvre de ce contrat, 200 000 € ont été affectés au compte de liquidité.

Au 31 mars 2012, au titre de ce contrat, la société était propriétaire de 9.920 actions détenues en propre, valorisées 79 milliers d'euros. Aucune dépréciation n'a été constatée sur ces titres à cette date.

Par ailleurs, la société a lancé un programme de rachat de ses propres titres en vue de financer d'éventuelles acquisitions.

Au 31 mars 2012, au titre de ce contrat, la société était propriétaire de 50.766 actions détenues en propre, valorisées 405 milliers d'euros. Aucune dépréciation n'a été constatée sur ces titres à cette date.

Ces actions ont été comptabilisées en diminution des capitaux propres (impact négatif sur les réserves de 259 milliers d'euros).

Etablissement teneur de titres

CACEIS Corporate Trust, anciennement Crédit Agricole Caisse d'Epargne Investor Services – Euro Emetteurs Finance, 14 rue Rouget de Lisle, 92130 Issy les Moulineaux, a été désigné comme mandataire pour assurer la tenue des comptes de propriétaires d'actions nominatives.

Juste valeur des options attribuées

Les justes valeurs des stocks options sont calculées selon le modèle de Black & Scholes. Il a été considéré que toutes les options seront systématiquement exercées à la fin de leur période d'exercice. La volatilité attendue est déterminée comme étant la moyenne de la volatilité historique de sociétés comparables et de la volatilité historique de Rue du Commerce.

Caractéristique des plans

Le tableau suivant présente les principales caractéristiques des 6 plans de Stock-options en vigueur au 31/03/2012 :

	Options de souscription d'actions					
	Plan n° 1	**Plan n° 2**	**Plan n° 3**	**Plan n° 4**	**Plan n° 5**	**Plan n° 6**
Date de l'assemblée générale	28/09/2006	28/09/2006	27/09/2007	22/09/2009	22/09/2009	29/07/2010
Date du Conseil d'administration	03/10/2006	14/05/2007	19/02/2008	21/10/2009	06/07/2010	14/02/2011
Nb total d'options autorisées	75 000	221 000	106 000	246 700	69 000	36 000
Nb total d'options restantes au 31/03/11	18 000	148 000	52 100	180 600	64 000	36 000
Nb d'options exercées au cours de l'exercice	15 000	145 000	5125	0	0	0
Nb d'options supprimée au cours de l'exercice	2 000	1 000	9 500	52 400	50 000	0
Nb total d'options restantes au 31/03/12	1 000	2 000	37 475	128 200	14 000	36 000
Périodes d'exercice des options						
1ère période du	03/10/2008	14/05/2009	19/02/2010	21/10/2011	06/07/2012	14/02/2013
au	02/10/2009	13/05/2010	18/02/2011	20/10/2012	05/07/2013	13/02/2014
2ème période du	03/10/2009	14/05/2010	19/02/2011	21/10/2012	06/07/2013	14/02/2014
au	02/10/2010	13/05/2011	18/02/2012	20/10/2013	05/07/2014	13/02/2015
3ème période du	03/10/2010	14/05/2011	19/02/2012	21/10/2013	06/07/2014	14/02/2015
au	02/10/2016	13/05/2017	18/02/2018	20/10/2019	05/07/2020	13/02/2021
Condition d'exercice des options						
1ère période	50 % du nombre total des options pouvant être souscrites					
2ème période	75 % du nombre total de bons pouvant être souscrites					
3ème période	100 %du nombre total de bons pouvant être souscrites					
Prix de souscription des options	6,90	5,88	6,06	5,03	5,86	6,61

Les options sont acquises si le détenteur est toujours présent à l'ouverture de la période d'exercice.

Principales hypothèses utilisées

L'estimation des justes valeurs des options octroyées pour les plans de stock-options a été réalisée en utilisant le modèle de Black & Scholes. Les données utilisées dans le modèle sont les suivantes :

Plan	**n°1, 03/10/2007**	**n°2, 14/05/2007**	**n°3, 19/02/2008**	**n°4, 21/10/2009**	**n°5, 06/07/2010**	**n°6, 14/02/2011**
Cours du sous-jacent	6,47	6,00	6,05	5,26	5,91	6,48
Prix d'exercice	6,90	5,88	6,06	5,03	5,86	6,61
Volatilité	72%	67,5%	57,5%	50,0%	50,0%	50,0%
Taux sans risque	3,67%	4,30%	3,70%	2,70%	2,70%	3,75%
Maturité attendue	6 ans	6 ans	6 ans	6 ans	6 ans	6 ans
Dividendes attendues	0%	0%	0%	0%	0%	0%
Taux de sortie	12%	12%	12%	12%	12%	12%
Juste valeur de l'option	4,21	3,97	3,56	2,78	3,07	2,54

Charges comptabilisées sur l'exercice

La charge globale initiale des six plans s'élève à 1.892 K€.

Le coût total des plans de stock-options (juste valeur de l'option multipliée par le nombre d'actions concernées) est révisé à la clôture de chaque exercice en fonction des hypothèses de vesting et de turnover du personnel, afin de déterminer le nombre d'options qui est susceptible d'être exercé.

114 900 options ont été annulées durant l'exercice écoulé suite aux départs de salariés.

Pour l'exercice clos le 31/03/07, la charge liée à l'application de IFRS 2 a été de 45 K€.
Pour l'exercice clos le 31/03/08, la charge liée à l'application de IFRS 2 a été de 324 K€.
Pour l'exercice clos le 31/03/09, la charge liée à l'application de IFRS 2 a été de 395 K€.
Pour l'exercice clos le 31/03/10, la charge liée à l'application de IFRS 2 a été de 200 K€.
Pour l'exercice clos le 31/03/11, le produit lié à l'application de IFRS 2 a été de 81 K€.
Pour l'exercice clos le 31/03/12, la charge liée à l'application de IFRS 2 a été de 45 K€.

Pour les exercices ultérieurs, et avant toute modification des hypothèses (notamment le nombre d'options encore susceptibles d'être exercées à la clôture des exercices concernés), la prévision des charges et produits est la suivante :

- Exercice clos le 31 mars 2013 : une charge de 15 milliers d'euros
- Exercice clos le 31 mars 2014 : une charge de 5 milliers d'euros
- Exercice clos le 31 mars 2015 : une charge de 3 milliers d'euros

15. Emprunts et prêts portant intérêt

La société n'a aucun prêt ou emprunt au 31 mars 2012.

16. Provisions et dépréciations

	Provision pour risques et charges	Dépréciation des stocks	Dépréciation des clients	Dépréciation des autres créances
Au 31 mars 2011	**543**	**1 000**	**1 870**	**0**
Dotations	2 233	159	1 239	
Reprises	-251	-260	-863	
Au 31 mars 2012	**2 525**	**899**	**2 245**	**0**

Conformément à ses principes comptables chacun des litiges connus ont fait l'objet d'un examen à la date d'arrêté des comptes et les provisions nécessaires ont été constituées pour couvrir les risques estimés.

Parmi les principaux risques auxquels la Société est exposée, figurent les litiges ci-après :

Rue du Commerce s'est vue notifier le 14 novembre 2005 par l'administration fiscale un redressement en matière de TVA au titre des années 2002, 2003 et 2004 d'un montant total de 2 488 milliers d'euros. A l'appui de sa décision, l'administration fiscale a cru pouvoir remettre en cause le droit à déduction de la TVA que Rue du Commerce avait payée à certains fournisseurs au motif que ceux-ci s'étaient abstenus de la reverser au Trésor Public.

Après analyse des fondements de ce redressement, Rue du Commerce a introduit une requête introductive d'instance devant la Cour Administrative d'Appel de Versailles le 5 avril 2012 et demande le dégrèvement pur et simple de l'ensemble des rappels de TVA et des pénalités qui avaient été mis en recouvrement et acquittés par la Société en août 2007.

Rue du Commerce a reçu au cours de l'exercice écoulé une assignation en justice de la part d'un concurrent, prétendant être victime de contrefaçon et de concurrence déloyale. Le concurrent a été débouté par jugements en référé en date du 8 novembre 2011 mais a fait appel au fonds.

Rue Du Commerce a reçu en date du 21 décembre 2011 une assignation en justice de la part d'une organisation syndicale suite à une interprétation divergente entre ce syndicat et la société d'un article de la Convention Collective de la Vente à Distance. Le jugement est prévu en juillet 2012.

17. Avantages du personnel

Plan d'intéressement des salariés au capital

Il n'existe pas, à l'exception des plans de stock-options décrits en note 14 et de la participation légale éventuelle, d'autre plan d'intéressement des salariés au capital.

Pensions et autres avantages postérieurs à l'emploi

Une provision pour indemnités de fins de carrière est calculée, sur la base d'hypothèses actuarielles.

Les hypothèses retenues pour le calcul de la provision au 31 mars 2012 sont les suivantes :

a) Taux d'actualisation : Le taux de référence pour des régimes du type des IFC est le taux des obligations d'entreprise de haute qualité de maturité 10 ans, soit 3,75%

b) l'application des dispositifs de la loi Fillon, dans le cas général, les employés doivent cumuler un nombre d'années de service prédéfini afin de bénéficier de leur retraite légale à taux plein. Le nombre d'années de service requis est fonction de l'année de départ à la retraite comme suit :

- Retraite en 2011, 40,75 années de service,
- Retraite après 2012, 41,00 années de service.

L'âge moyen de la population bénéficiaire étant de 30 ans, les salariés partiront en moyenne à la retraite après 2012. En faisant l'hypothèse que l'âge de début de carrière est de 21 ans pour les non cadres et 23 ans pour les cadres, l'âge de départ à la retraite serait donc de 62 ans pour les non cadres et 64 ans pour les cadres.

c) l'application de taux d'augmentation des salaires différentiés pour les cadres et les non cadres de 3% (inflation comprise)

d) Table de mortalité : la table TV 88-90 a été retenue

e) Probabilité à l'âge de départ à la retraite Table de turnover : l'application de taux de sortie défini par tranche d'âge a été retenu de la manière suivante :

Tranches d'âge	Probabilité de présence
de 18 à 39 ans	20 %
de 40 à 49 ans	50 %
de 50 à 59 ans	99%
60 ans et au-delà	100%

f) Taux de charges patronales : 45%.

Ces hypothèses conduisent à l'évaluation de la provision pour indemnités de fin de carrière de 176 milliers d'euros au 31 mars 2012, soit une dotation de 41 milliers d'euros au titre de la période close le 31 mars 2012.

Droit Individuel de formation

Le volume d'heures de formation n'ayant pas donné lieu à demande s'élève à 15.576 heures au 31 mars 2012.

Rémunération des dirigeants et des organes de Direction

Le montant des rémunérations allouées aux organes de direction du Groupe à raison de leurs fonctions au sein des sociétés du Groupe s'élève pour la période avril 2011 / mars 2012 à 213 milliers d'euros.

(en euros)	**31/03/11**	**31/03/12**
Gauthier PICQUART – Président Directeur Général		
Rémunération Fixe	204 000	204 000
Rémunération Variable	0	0
Avantages en nature	9 453	9 250
TOTAL	**213 453**	**213 250**

Aucun jeton de présence n'a été versé aux membres des organes de direction au titre des trois derniers exercices clos.

Les membres des organes de direction et les administrateurs non membres des organes de direction ne bénéficient d'aucun stock-option ou titre donnant accès au capital.

De même, les membres des organes de direction ne bénéficient d'aucun engagement pris par la société et correspondant à des éléments de rémunération, des indemnités ou des avantages dus ou susceptibles d'être dus à la cessation ou du changement de leurs fonctions, ou postérieurement à celles-ci.

18. Fournisseurs et autres créditeurs (courant)

	31/03/11 Net	**31/03/12 Net**
Emprunts court terme	**0**	**0**
Dettes Fournisseurs		
Fournisseurs	17 133	20 100
Fournisseurs, factures non parvenues	5 027	3 749
Total Dettes fournisseurs	**22 160**	**23 849**
Autres Créditeurs		
Personnel et Comptes rattachés	934	1 179
Sécurité Sociale et autres organismes	1 298	1 455
Etat – TVA	3 845	1 640
Etat – IS	571	0
Autres impôts et taxes	727	791
Autres dettes	4 590	6 222
Total Autres créditeurs	**11 965**	**11 287**

19. Engagements et éventualités

Engagements sur contrats de location-financement et contrats de location avec option d'achat

Le groupe a des contrats de location-financement et des contrats de location avec option d'achat pour divers matériels et équipements. Ces contrats ne comprennent pas de clauses de renouvellement ou de clauses d'options d'achat et d'indexation. Ces contrats ont été retraités conformément aux principes régissant le traitement des contrats de location financement.

Au cours de l'exercice clos le 31 mars 2012, aucun nouveau contrat de location n'a été signé.

Au 31 mars 2012, les retraitements provenant de ces contrats de location se traduisent par les montants suivants :

Au 31/03/12	Valeur Brute	Amortissements cumulés	Valeur Nette
Location Autocom	88	-88	0
Location Serveurs	90	-90	0
Location Serveurs	118	-118	0

Autres engagements

Effets escomptés et non échus : néant
Avals et cautions reçus par le groupe : néant
Avals et cautions données par le groupe : néant
Nantissement sur les stocks ou comptes clients : néant

Engagements de paiement futurs	A 1 an au +	A + d'1 an et à 5 ans au +	A + de 5 ans
Engagements Commerciaux, obligations contractuelles			
Baux			
- Locaux à Saint Ouen (93)	351	2 286	481
- Locaux à Aix (93)	62	0	0
- Locaux à Lyon (69)	26	7	0

20. Effectif moyen salarié

	31/03/11	31/03/12
Hommes	150	144
Femmes	146	134
TOTAL	**296**	**278**
Contrats à durée indéterminée	265	245
Contrats à durée déterminée	31	33
TOTAL	**296**	**278**
Cadres	99	91
Employés	197	187
TOTAL	**296**	**278**

21. Informations relatives aux parties liées

La société Maxidome, acquise le 27 mars 2007, n'a eu aucune activité commerciale au cours de la période close le 31 mars 2012. De même et pour la même période, il n'existe aucune transaction intercompagnie entre Maxidome et Rue du Commerce.

Un contrat a été signé le 12 juin 2009 entre la société PatJack SAS et Rue du Commerce S.A. A ce titre, la société PatJack sas dont le dirigeant est Monsieur Patrick Jacquemin, administrateur de la société Rue du Commerce, a facturé pour 112 k€ de prestations de services pour l'exercice écoulé.

22. Politique de gestion des risques financiers

Risque de taux d'intérêt et de liquidité

Historiquement, la Société a financé sa croissance grâce à ses actionnaires, la Société n'ayant recours à l'endettement que de manière ponctuelle et pour financer des projets précis.

Au cours de l'exercice clos le 31 mars 2012, la Société disposait de facilités de trésorerie accordées à court terme, qui n'ont été que partiellement utilisées, et consenties par les banques LCL (2 millions d'euros), HSBC (1 million d'euros) et OBC (1 million d'euros).

Les facilités de trésorerie accordées par les banques sont renouvelées et renégociées chaque année. Des discussions ont lieu au cours du mois d'octobre pour renouveler les facilités de trésorerie permettant de couvrir les besoins de financement maximum estimés pour l'exercice en cours. La facilité de caisse LCL a ainsi été portée à 10 millions d'euros pour la période 15/10/2011 au 16/01/2012.

Compte tenu de sa position de trésorerie, la Société n'est actuellement exposée à aucun risque de liquidité, ni à un quelconque risque de taux d'intérêt.

Risque sur actions

Il n'existe pas de risque significatif lié à une fluctuation du marché boursier dans la mesure où la trésorerie de la société est placée en produits monétaires sans risques.

Risque de change

La société n'a aucune position nette dans une quelconque devise étrangère au 31 mars 2012.

La Société estime que le risque de change auquel elle est exposée dans le cadre de son activité n'est pas significatif, dans la mesure où elle réalise plus de 95% de ses achats en euros et moins de 5% en dollars américains, répercutant intégralement sur son prix de vente les variations éventuelles du dollar. Le chiffre d'affaires, les charges d'exploitation, les dépenses d'investissement, actifs et passifs de la Société sont libellés en euros.

Cependant, une hausse significative du dollar américain au détriment de l'euro pourrait avoir une incidence directe sur les prix des produits et donc sur l'activité de la Société. En effet, la plupart des produits vendus par la Société sont fabriqués en Asie et aux Etats-Unis d'Amérique et sont vendus à des importateurs européens sur la base du dollar américain.

Risque de crédit

Le groupe n'entretient de relations commerciales qu'avec des tiers dont la santé financière est avérée (pour la partie de vente administrations). Par ailleurs, les soldes clients font l'objet d'un suivi permanent, et par conséquent, l'exposition du groupe aux créances irrécouvrables n'est pas significative.

Gestion du capital

L'objectif principal du groupe en termes de gestion de son capital est de s'assurer le maintien d'une bonne notation du risque de crédit propre et des ratios sur capital sains, de manière à faciliter son activité et maximiser la valeur pour les actionnaires.

Le groupe gère la structure de son capital et procède à des ajustements en regard de l'évolution des conditions économiques. Pour maintenir et ajuster la structure du capital, le groupe peut ajuster le paiement de dividendes aux actionnaires, rembourser une partie du capital ou émettre de nouvelles actions. Les objectifs, politiques et procédures de gestion demeurent inchangés par rapport à l'exercice précédent.

Comme cela est indiqué dans le §15 ci-dessus, le groupe n'a aucun emprunt au 31 mars 2012.

23. Événements postérieurs à la date de clôture

Il n'existe à la date d'établissement du présent rapport aucun élément important susceptible d'être signalé pouvant avoir une influence significative sur la marche de l'entreprise et sur les états financiers clos au 31 mars 2012.

BDO France - Léger et Associés
113, rue de l'Université
75007 Paris
S.A.R.L. au capital de € 50.000

Commissaire aux Comptes
Membre de la compagnie
régionale de Paris

ERNST & YOUNG Audit
1 / 2 place des Saisons
92400 Courbevoie – Paris La Défenses 1
S.A.S. à capital variable

Commissaire aux Comptes
Membre de la compagnie
régionale de Versailles

Rue du Commerce

Exercice clos le 31 mars 2012

Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels

Aux Actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par vos assemblées générales, nous vous présentons

notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 mars 2012, sur :

• le contrôle des comptes annuels de la société Rue du Commerce, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;

• la justification de nos appréciations ;

• les vérifications et informations spécifiques prévues par la loi.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

I. Opinion sur les comptes annuels

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France ; ces normes requièrent la mise en oeuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à vérifier, par sondages ou au moyen d'autres méthodes de sélection, les éléments justifiant des montants et informations figurant dans les comptes annuels. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis, les estimations significatives retenues et la présentation d'ensemble des comptes. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

II. Justification des appréciations

En application des dispositions de l'article L. 823-9 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les éléments suivants :

• Votre société procède à l'évaluation et, le cas échéant, à la dépréciation des stocks selon les modalités décrites dans les notes 3, paragraphe « stocks », 4 et 8 de l'annexe. Nous nous sommes assurés du bien-fondé de la méthode et du caractère raisonnable des hypothèses retenues pour l'évaluation des stocks.

• Votre société procède à l'évaluation et, le cas échéant, à la dépréciation des créances clients selon les modalités décrites dans les notes 3, paragraphe « Clients et créances rattachées », 4 et 9 de l'annexe. Nous nous sommes assurés du bien-fondé de la méthode et du caractère raisonnable des hypothèses retenues pour l'évaluation des créances clients.

• Votre société constitue des provisions pour couvrir les risques relatifs aux litiges, tels que décrits dans la note 14 de l'annexe. Nos travaux ont notamment consisté à apprécier les données et les hypothèses sur lesquelles se fondent ces estimations, à revoir par sondages les calculs effectués par la société et à examiner les procédures d'approbation de ces estimations par la direction.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes annuels, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion exprimée dans la première partie de ce rapport.

III. Vérifications et informations spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n’avons pas d’observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d’administration et dans les documents adressés aux actionnaires sur la situation financière et les comptes annuels.

Concernant les informations fournies en application des dispositions de l'article L. 225-102-1 du Code de commerce sur les rémunérations et avantages versés aux mandataires sociaux ainsi que sur les engagements consentis en leur faveur, nous avons vérifié leur concordance avec les comptes ou avec les données ayant servi à l'établissement de ces comptes et, le cas échéant, avec les éléments recueillis par votre société auprès des sociétés contrôlant votre société ou contrôlées par elle. Sur la base de ces travaux, nous attestons l'exactitude et la sincérité de ces informations.

En application de la loi, nous nous sommes assurés que les diverses informations relatives à l'identité des détenteurs du capital et des droits de vote vous ont été communiquées dans le rapport de gestion.

Paris et Paris-La Défense, le 20 juillet 2012

Les Commissaires aux Comptes

BDO France - Léger et Associés	ERNST & YOUNG Audit
Michel Léger	Franck Sebag

BDO France - Léger et Associés
113, rue de l'Université
75007 Paris
S.A.R.L. au capital de € 50.000

Commissaire aux Comptes
Membre de la compagnie
régionale de Paris

ERNST & YOUNG Audit
1 / 2 place des Saisons
92400 Courbevoie – Paris La Défenses 1
S.A.S. à capital variable

Commissaire aux Comptes
Membre de la compagnie
régionale de Versailles

Rue du Commerce

Exercice clos le 31 mars 2012

Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés

Aux Actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par vos assemblées générales, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 mars 2012, sur :

- le contrôle des comptes consolidés de la société Rue du Commerce, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la justification de nos appréciations ;
- la vérification spécifique prévue par la loi.

Les comptes consolidés ont été arrêtés par le conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

I. Opinion sur les comptes consolidés

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à vérifier, par sondages ou au moyen d'autres méthodes de sélection, les éléments justifiant des montants et informations figurant dans les comptes consolidés. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis, les estimations significatives retenues et la présentation d'ensemble des comptes. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Nous certifions que les comptes consolidés de l'exercice sont, au regard du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière, ainsi que du résultat de l'ensemble constitué par les personnes et entités comprises dans la consolidation.

II. Justification des appréciations

En application des dispositions de l'article L. 823-9 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les éléments suivants :

- Votre société procède à l'évaluation et, le cas échéant, à la dépréciation des stocks selon les modalités décrites dans la note 3, paragraphe « Stocks », et 11 de l'annexe. Nous nous sommes assurés du bien-fondé de la méthode et du caractère raisonnable des hypothèses retenues pour l'évaluation des stocks.

- Votre groupe procède à l'évaluation et, le cas échéant, à la dépréciation des créances clients selon les modalités décrites dans la note 3, paragraphe « Clients et autres débiteurs», et 12 de l'annexe. Nous nous sommes assurés du bien-fondé de la méthode et du caractère raisonnable des hypothèses retenues pour l'évaluation des créances clients.

- Votre société constitue des provisions pour couvrir les risques relatifs aux litiges, tels que décrits dans les notes 3, paragraphe « Provisions », et 16 de l'annexe. Nos travaux ont notamment consisté à apprécier les données et les hypothèses sur lesquelles se fondent ces estimations, à revoir par sondages les calculs effectués par la société et à examiner les procédures d'approbation de ces estimations par la direction.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes consolidés, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion exprimée dans la première partie de ce rapport.

III. Vérification spécifique

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, à la vérification spécifique prévue par la loi des informations relatives au groupe, données dans le rapport de gestion.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés.

Paris et Paris-La Défense, le 20 juillet 2012

Les Commissaires aux Comptes

BDO France - Léger et Associés ERNST & YOUNG Audit

Michel Léger Franck Sebag

Déclaration des personnes physiques assumant la responsabilité du rapport financier annuel

Nous attestons, à notre connaissance, que les comptes sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, et que le rapport de gestion ci-joint présente un tableau fidèle de l'évolution des affaires, des résultats et de la situation financière de la société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation ainsi qu'une description des principaux risques et incertitudes auxquelles elles sont confrontées.

Fait à Saint Ouen, le 20 juillet 2012

Monsieur Gauthier Picquart
Président directeur général et
Administrateur de Rue du Commerce

Monsieur Laurent Bertin
Directeur administratif et financier
de Rue du Commerce